



Evolutions et Relations en Santé au Travail

Rapport descriptif national 2014-2015

Août 2016





Evolutions et Relations en Santé au Travail

Rapport descriptif national 2014-2015

Août 2016

Réalisé par :

Dr Ariane LEROYER, Université Lille 2,

Directrice du GIS Evrest

Equipe Projet Nationale Evrest :

Amélie ADAM (ALSMT), Corinne ARCHAMBAULT DE BEAUNE (Eurocopter), Fabienne BARDOT (CIHL45), Marie-Claire BARDOUILLET (MT71), Claude BUISSET (Agemetra), Bénilde FEUVRIER (SSTNFC), Ariane LEROYER (Université Lille 2), Céline MARDON (CEE/CREAPT), Anne-Françoise MOLINIE (CEE/CREAPT), Marie MURCIA (APST Centre), Jean PHAN-VAN (EdF), Jean-Louis POMMIER (DRTEFP Poitou-Charentes), Laetitia ROLLIN (CHU Rouen), Pascal RUMEBE (SIMT), Nadine VIAL (STLN42), Serge VOLKOFF (CEE/CREAPT).

Réseau des médecins référents régionaux Evrest :

AUVERGNE-RHONE-ALPES :

AUVERGNE : Martine Jacquand (AIST63)

RHONE-ALPES : Nadine Vial (Santé au Travail Loire Nord)

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE :

BOURGOGNE : Marie-Claire Bardouillet (MT71)

FRANCHE-COMTE : Bénilde Feuvrier (SSTNFC)

BRETAGNE : Thomas Gouyet (Orange)

CENTRE VAL-DE-LOIRE : Bernadette Berneron (APST41)

GRAND EST :

ALSACE : Carine Bontemps (Häger)

LORRAINE : Amélie Adam (ALSMT), Denis Leclerc et Christophe Collomb (AMETRA Metz)

CHAMPAGNE-ARDENNE : Salima El-Alami et Marie Kraïm-Leleu (AST 08), Marie-Catherine Chanier (SMIRR)

HAUTS-DE-FRANCE :

NORD – PAS-DE-CALAIS : Ariane Leroyer (Université Lille 2), Florian Tone (PST Métropole Nord)

PICARDIE : Gérard Araszkiwirz (SMIBTP)

ILE-DE-FRANCE : Pascal Rumèbe (SIMT)

NORMANDIE :

HAUTE NORMANDIE : Laetitia Rollin (Université Rouen/CHRU Rouen)

BASSE NORMANDIE : Mathilde Boulanger (CHU Caen), Marie-Hélène Gaultier (SISTM 50)

NOUVELLE AQUITAINE :

AQUITAINE : Marie-Christine Lacroix (AHI33)

LIMOUSIN et POITOU-CHARENTES : Christine Degrossat (AIST87)

OCCITANIE :

LANGUEDOC-ROUSSILLON : Aymeric Divies (Ametra)

MIDI-PYRENEES : Michel Niezborala (ASTIA)

PAYS DE LA LOIRE : Olivier Durand (SSTRN), Joëlle Barrit (DIRECCTE Pays de la Loire)

PROVENCE – ALPES – COTE D’AZUR : Gérald Magallon (GEST 05)

LA REUNION : Marion Acheriteguy (Intermetra)

GUYANE – MARTINIQUE – GUADELOUPE : Thierry Marez (SIST 972)

NOUVELLE CALEDONIE : Thierry Marez (SMIT)

Région « Industries Electriques et Gazières » : Jean Phan-Van et Michel Dessery (EdF)

Région « SNCF » : David Debensason (SNCF)

Financements :

Fonctionnement national : GIS Evrest

Fonctionnement des réseaux régionaux :

BOURGOGNE : Services de Santé au Travail de la région Bourgogne, via l'Institut de Médecine du Travail et d'Ergonomie de Bourgogne (IMTEB), Direccte de la région Bourgogne

CENTRE : Association Prévention et Santé au Travail Région Centre (APST-Centre)

FRANCHE - COMTE : Direccte de la région Franche-Comté

LIMOUSIN : Santé Travail en Limousin (STL), Direccte de la région Limousin

LORRAINE : Association Lorraine des Services Médicaux du Travail (ALSMT) et Association de Santé au Travail de Lorraine Nord (AST-Lor'N)

NORD - PAS DE CALAIS : Conseil Régional

HAUTE NORMANDIE : Agence Régionale de Santé, CHU de Rouen

PROVENCE – ALPES – COTE D'AZUR : Direccte de la région PACA, Association Interprofessionnelle de Santé et Médecine du Travail (AISMT13), Santé au Travail Provence (STProvence), Service de Santé au Travail interentreprises de Corse du Sud (SST2A)

RHONE-ALPES : Direccte de la région Rhône-Alpes, via l'association ISTR (Indicateurs Santé au Travail Rhône-Alpes)

Aide technique et organisationnelle :

Mireille SURQUIN, ISTNF Lille

Le Groupement d'Intérêt Scientifique (Gis) Evrest a été créé au 1^{er} Janvier 2009, et renouvelé au 1^{er} Janvier 2013. Les partenaires du Gis sont :

- l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES),
- l'Agence Nationale pour l'Amélioration des Conditions de Travail (ANACT),
- Airbus Group,
- le Centre d'Études de l'Emploi (CEE) dans le cadre du groupement scientifique CREAPT (Centre de recherches sur l'expérience, l'âge et les populations au travail),
- le Centre Interservices de Santé et Médecine du travail en Entreprises (CISME),
- l'entreprise EDF,
- l'Institut de Santé au Travail du Nord de la France (ISTNF),
- l'Université de Lille 2.

Le Gis Evrest permet d'officialiser la coopération entre ces différents organismes, qui apportent des moyens humains, financiers et scientifiques, dans le but d'aider au bon fonctionnement du dispositif Evrest.

Pour plus d'informations, voir le site d'information du dispositif Evrest : <http://evrest.istnf.fr>

Le projet Evrest n'existe, et donc ce rapport, que grâce à la participation active de nombreux médecins du travail, aux équipes de santé au travail qui se sont impliquées, au soutien apporté par les Directeurs des Services de Santé au Travail, et à la motivation des Médecins Référents Régionaux, qui animent les réseaux régionaux.

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I : L'OBSERVATOIRE EVREST.....	2
1. CONTEXTE	2
2. LE DISPOSITIF EVREST	4
ORGANISATION DU DISPOSITIF.....	4
MODALITES D'ECHANTILLONNAGE.....	5
LE QUESTIONNAIRE : LA FICHE EVREST	5
PARTICIPATION AU DISPOSITIF	6
ANALYSE STATISTIQUE DES DONNEES	8
3. PRÉSENTATION DU DOCUMENT	11
4. INFORMATIONS CLES CONCERNANT L'INTERPRETATION DES RESULTATS.....	12
UNE APPROCHE REPOSANT SUR LES REPONSES DES SALARIES	12
QUID DE L'UTILISATION D'UNE REPRESENTATION CHIFFREE DES RELATIONS SANTE-TRAVAIL ?	13
CHAPITRE II : RÉSULTATS DE L'OBSERVATOIRE EVREST, ECHANTILLON NATIONAL 2014-2015	15
1. DESCRIPTIF DE L'ECHANTILLON NATIONAL	15
2. DESCRIPTIFS DES REPONSES AU QUESTIONNAIRE, SELON LE SEXE.....	22
3. DESCRIPTIFS DES REPONSES AU QUESTIONNAIRE, SELON LES CATEGORIES SOCIOPROFESSIONNELLES.....	22
4. DESCRIPTIFS DES REPONSES AU QUESTIONNAIRE, SELON LES SECTEURS D'ACTIVITES.....	23
ANNEXES	24
Le questionnaire Evrest 2015.....	25
Le guide de remplissage 2015	28

Désormais, tous les tableaux de résultats descriptifs de la base nationale figurent dans un document séparé comprenant :

- les descriptifs globaux et par sexe,
- les descriptifs par professions et catégories socioprofessionnelles (PCS-ESE 2003) de niveau 1, 2 et 4, pour les groupes dont les effectifs dépassent 200 salariés,
- les descriptifs par secteurs d'activité (NAF 2008) de niveau 1, 2 et 5 pour les groupes dont les effectifs dépassent 500 salariés.

Les descriptifs régionaux sont également présentés séparément, pour chacune des 11 nouvelles régions suivantes :

- Auvergne-Rhône-Alpes,
- Bourgogne-Franche-Comté,
- Centre Val-de-Loire,
- Grand-Est,
- Hauts-de-France,
- Ile-de-France,
- Normandie,
- Nouvelle-Aquitaine
- Occitanie,
- Pays de la Loire,
- Provence – Alpes – Côte d'Azur.

INTRODUCTION

Le dispositif Evrest (EVolutions et RElations en Santé au Travail) est un observatoire pluriannuel par questionnaire, construit par des médecins du travail et des chercheurs pour analyser et suivre différents aspects du travail et de la santé des salariés. Il permet de traduire, au moins partiellement, et sous une forme standardisée adaptée à une exploitation quantitative, des informations élaborées au cours des entretiens médicaux. Il contribue à rendre visibles, au niveau collectif, certaines informations qui restent le plus souvent limitées au cadre du colloque singulier entre le salarié et le médecin.

Ce dispositif vise : d'une part à constituer une base nationale, à partir d'un échantillon de salariés (ceux nés en octobre d'une année paire) parmi ceux vus par les médecins du travail (cette base pouvant être exploitée aux niveaux national et régional) ; d'autre part à permettre à chaque médecin (ou à un groupe de médecins qui décideraient de se coordonner) de produire et exploiter l'ensemble de ses données pour enrichir la pratique de prévention et les réflexions sur le travail et la santé au niveau d'une collectivité de travail.

L'objet de ce rapport est de mettre à disposition des résultats descriptifs à partir des données recueillies par les médecins du travail en 2014 et 2015 dans le cadre de l'observatoire Evrest, pour le niveau national et pour 11 régions dans lesquelles le dispositif est déjà bien implanté (échantillon dépassant 500 salariés). Ce rapport apporte une quantité très importante de chiffres, afin que chacun puisse trouver, en fonction de ses centres d'intérêts, les informations les plus proches de ses préoccupations. Chacun aura donc une lecture « à la carte » de ce document, étant donné l'impossibilité de le lire dans sa globalité. Il serait néanmoins prudent que le lecteur prenne au moins connaissance du dispositif mis en place, du plan du document et des informations clés concernant l'interprétation des résultats, informations apportées dans le premier chapitre.

Il s'agit du **8ème rapport descriptif de l'observatoire Evrest**. L'interprétation des chiffres, comme on le verra, doit se faire avec prudence. En effet, l'échantillon de salariés décrit dans ce rapport ne peut prétendre à être représentatif de l'ensemble des salariés exerçant leur activité sur le territoire français, pour plusieurs raisons sur lesquelles nous reviendrons. Nous avons, pour chaque territoire étudié, tenté de situer l'échantillon Evrest par rapport au champ de l'ensemble des salariés (secteurs public et privé). Du fait de cette absence de garantie de représentativité, l'échantillon Evrest se prête mal à une utilisation visant à établir des niveaux (fréquence de telle ou telle caractéristique du travail, ou de tel problème de santé). Il est préférable d'utiliser les chiffres fournis pour des comparaisons, par exemple entre catégories socioprofessionnelles ou secteurs d'activité, plutôt que des descriptifs bruts réalisés sur l'échantillon dans son ensemble.

Ces chiffres ne constituent en aucune façon une norme, un objectif à atteindre, mais permettent simplement de situer le ressenti des conditions de travail et la santé perçue des salariés « en moyenne », dans différentes situations (selon le sexe, la catégorie socioprofessionnelle, le secteur d'activité). Ils constituent donc, à ce titre, un constat que l'on peut utiliser afin de discuter ses propres résultats.

D'autres résultats sont par ailleurs présentés dans des publications séparées, comme les publications électroniques « Evrest Résultats », disponibles sur le site internet d'Evrest (<http://evrest.alamarge.org/>).

CHAPITRE I : L'OBSERVATOIRE EVREST

Ce rapport reprend en grande partie des éléments déjà présentés dans les précédents rapports Evrest, notamment en ce qui concerne les éléments de contexte, de méthode et d'interprétation, qui sont les mêmes que précédemment. Cette répétition nous paraît néanmoins utile à la compréhension et à l'utilisation du dispositif Evrest et de ces résultats descriptifs.

1. CONTEXTE

De nombreuses recherches ont permis d'établir la place majeure qu'occupe la santé au travail dans l'ensemble des enjeux de santé publique. Un trait marquant des relations étudiées est leur caractère évolutif et souvent différé dans le temps.

Indéniablement, les interactions entre conditions de travail et inégalités sociales de santé se maintiennent même si la qualité de la vie au travail est réputée s'améliorer naturellement avec le temps¹. Il ne fait par ailleurs aucun doute que l'automatisation ou la mécanisation des tâches ne font pas disparaître les efforts importants ou les postures déséquilibrées^{2,3}.

Force est de constater qu'à l'heure actuelle, malgré l'accroissement relatif des emplois du tertiaire, les métiers industriels représentent toujours des effectifs importants. Certes, la tendance est à l'augmentation des qualifications et des responsabilités à tous les niveaux hiérarchiques. Cette élévation est gratifiante pour le salarié. Pourtant, elle peut être source de fortes tensions et d'incertitudes croissantes, surtout si les moyens de travail à disposition ne lui permettent pas d'assurer convenablement la fonction assignée, si la qualité du travail se détériore ou si son investissement professionnel est mal ou peu reconnu⁴.

Une composante dominante de ces évolutions dans les deux dernières décennies est la tendance à l'intensification du travail⁵. Les approches scientifiques de cette question confirment à la fois son importance et sa complexité. Les coordinateurs d'un ouvrage récent, qui a rassemblé sur ce sujet des chercheurs de disciplines et de pays divers, pointent d'emblée cette difficulté : « *la multiplication des indicateurs et des situations enquêtées construit un tableau d'ensemble d'où il ressort que, pour les salariés eux-mêmes, les voies par lesquelles l'intensification se produit ne sont pas toujours claires, mais le sentiment d'être pressé (dans tous les sens du terme) se développe sans aucun doute* »⁶.

La difficulté d'unifier les approches de l'intensité, de ses formes et de ses modes de contrôle, tient entre autres à ses effets hétérogènes sur la santé des travailleurs⁷.

¹ Gollac M, Volkoff S, 2006. La santé au travail et ses masques. Actes de la recherche en sciences sociales n°163.

² Daniellou F, 1998. Concevoir des systèmes de production. Dans J. Kergoat (dir.), *Le monde du travail*, La Découverte, Paris.

³ Arnaudo B et coll., 2012. L'évolution des risques professionnels dans le secteur privé entre 1994 et 2010 : premiers résultats de l'enquête SUMER. DARES Analyses n°012.

⁴ Linhart D, 2004. *La modernisation des entreprises*. La Découverte, Paris.

⁵ Algava E et coll., 2014. Conditions de travail, reprise de l'intensification du travail chez les salariés. DARES Analyses n°049.

⁶ De Coninck F, Gollac M. 2006. L'intensification du travail : de quoi parle-t-on ? Dans P. Askenazy, D. Cartron, F. De Coninck, M. Gollac, *Organisation et intensité du travail*, Toulouse, Octarès.

⁶ De Coninck F, Gollac M. 2006. L'intensification du travail : de quoi parle-t-on ? Dans P. Askenazy, D. Cartron, F. De Coninck, M. Gollac, *Organisation et intensité du travail*, Toulouse, Octarès.

⁷ Volkoff S, 2008. L'intensité du travail « disperse » les problèmes de santé. Dans G. de Terssac, C. Saint-Martin et C. Thébaud. (coordonné par.), *La précarité : une relation entre travail, organisation et santé*. Éditions Octarès, Toulouse, 29-40.

En matière de santé au travail comme dans bien d'autres domaines des sciences sociales, les indicateurs chiffrés ne sont pas porteurs d'une autorité supérieure à celles des approches cliniques ou du débat social. Ces indicateurs ne sont pas toujours indispensables, et en aucun cas suffisants.

Néanmoins, leur usage et leur élaboration peuvent favoriser la confrontation des points de vue entre les dirigeants d'entreprises, les salariés et leurs représentants, les professionnels de la santé au travail. Ils peuvent ainsi aider à orienter les actions de prévention ^{8,9}.

En particulier l'intérêt des indicateurs chiffrés peut être de :

- **souligner les constats et remédier à la relative indifférence du débat social** dans beaucoup d'entreprises sur les conditions de travail et la santé au travail. Cette veille statistique est utile pour l'action de prévention ; elle implique évidemment l'utilisation - année après année - d'un protocole de mesure relativement stabilisé ;
- **proposer des approches diversifiées et nuancées des relations santé/travail**, à distance des postures simplificatrices. Ces relations ne sont ni uniformes ni univoques. Il faut bien évidemment prendre en compte les nuances et même les paradoxes. Dans cette optique, repérer qu'un salarié se sent plutôt bien dans son travail à une certaine période ou bien pour un aspect précis de son travail, peut s'avérer aussi intéressant que d'évaluer l'ampleur des situations de pénibilité et de souffrance. Parfois, les actions utiles peuvent viser à préserver certains éléments des situations de travail et pas seulement à les transformer ;
- **apporter des connaissances de niveau intermédiaire entre : la vision des décideurs** (qui parfois examine le travail de très loin ou de très haut) **et le souci des détails révélateurs** (qu'on ne perçoit qu'en maintenant un contact étroit avec le travail en train de se faire et avec ceux qui le réalisent).

Les transformations dans les environnements de travail et dans l'organisation des entreprises ont des conséquences contrastées. Il est indispensable de maintenir des actions volontaristes dans le champ de la santé au travail. Ces actions doivent être accompagnées **d'indicateurs** afin de suivre ces évolutions, pour mettre en perspective, en vue d'une prise en **charge collective**, des problèmes de santé **souvent vécus sur un registre individuel**.

⁸ Baril-Gingras G, Bellemare M, Brun J-P, 2006. Interventions externes en santé et en sécurité du travail et implantation de mesures préventives : le rôle du contexte de l'établissement, *Relations Industrielles* n°61.

⁹ Volkoff S, de Gaudemaris R, 2006. Les approches quantitatives en santé au travail et leurs usages pour l'intervention en entreprise. In: *29^{ème} Congrès national de médecine du travail*, Lyon, juin 2006. *Archives des maladies professionnelles et de l'environnement*, vol. 67.

2. LE DISPOSITIF EVREST

Le dispositif EVREST est un « **observatoire** ». Il est porté par des médecins du travail et s'appuie sur leur pratique. L'observatoire EVREST vise un double but :

- d'une part, constituer une base nationale et des bases régionales, à partir d'un échantillon de salariés suivis dans le temps (ceux nés en octobre d'une année paire) parmi ceux vus par les médecins du travail.
- d'autre part, permettre à chaque médecin participant (ou à un groupe de médecins qui décideraient de se coordonner) de produire et exploiter l'ensemble de ses données pour enrichir la pratique de prévention et les réflexions sur le travail et la santé, en fonction de ses besoins.

Cette base peut être exploitée au niveau national et régional de façon transversale. Elle peut également depuis 2010, et sous certaines conditions, fournir aussi des résultats longitudinaux.

Organisation du dispositif

Ce dispositif se présente avec trois grands niveaux de fonctionnement :

- *Le niveau national* : structuré autour d'un Groupement d'Intérêt Scientifique (Gis) (constitué le 1^{er} janvier 2009), et s'appuyant sur une « Équipe projet nationale Evrest » ou EPNE. Cette équipe est chargée de la mise en œuvre du dispositif et de son évolution :

- elle produit le modèle de questionnaire et gère son évolution ;
- elle fournit un outil national de saisie que tous les médecins participant peuvent utiliser (pour l'échantillon national comme pour leurs besoins spécifiques) ;
- elle apporte une aide méthodologique pour faciliter le traitement local ou régional de données pertinentes en santé au travail ;
- elle contribue au développement des capacités de coordination et de traitement des informations, et favorise la mise en commun d'outils (programmes, documents de référence).

À ces fins, elle gère un site Internet d'information sur le dispositif EVREST, distinct du site de saisie, qui met à disposition les outils nécessaires au bon fonctionnement du dispositif (questionnaire, guide de remplissage, nomenclatures, protocoles, etc.), un outil de restitution de résultats simples (tris à plat sous forme d'un PDF automatisé), et des réponses aux principales questions (sous forme de Foire Aux Questions) liées à l'utilisation et à l'évolution du dispositif. Enfin, l'équipe projet nationale assure aussi l'animation et la formation du réseau des médecins référents régionaux.

- *Le niveau régional* : dans chaque région participant à Evrest, un ou plusieurs médecins référents régionaux prennent en charge la gestion des inscriptions des médecins volontaires de leur région, les informent sur le dispositif Evrest et son fonctionnement. Ces médecins référents contribuent aussi à structurer – sous des formes qui peuvent différer selon les régions – un cadre permettant de répondre aux besoins d'appui technique et de réflexion pour les médecins impliqués dans Evrest.

- *Les médecins du travail participants* : chaque médecin peut, s'il le souhaite – outre sa contribution à l'échantillon national – élargir ponctuellement ou durablement son utilisation du dispositif EVREST, selon des besoins qui lui sont propres (individuellement ou de façon coordonnée avec d'autres, par exemple au niveau

d'une entreprise, d'un service de santé au travail ou d'une branche professionnelle). L'organisation technique du dispositif laisse la possibilité à tout médecin qui le souhaite de pouvoir récupérer et utiliser les données qu'il a lui-même recueillies. Enfin, le médecin du travail peut déléguer la réalisation d'une partie du suivi périodique aux infirmiers en santé au travail (IDEST) et dans ce cadre, les IDEST peuvent participer à l'observatoire EVREST sous le nom du médecin du travail volontaire.

Modalités d'échantillonnage

L'échantillon national est constitué des **salariés nés en octobre des années paires**, vus :

- lors d'un entretien périodique ; un entretien réalisé dans le cadre d'une visite de reprise qualifiée également de visite périodique peut aussi être l'occasion de remplir un questionnaire Evrest, à partir du moment où l'arrêt de travail n'interfère pas sur la relation entre le travail et la santé ; un entretien santé travail infirmier peut aussi être l'occasion de remplir un questionnaire Evrest, à partir du moment où l'infirmier(ière) complète la fiche sur délégation du médecin du travail et après avoir été formé(e) à Evrest ;
- ou dans le cadre d'un entretien d'embauche, s'ils sont depuis au moins 2 mois dans l'entreprise.

Les salariés sont inclus quel que soit leur contrat de travail. Ceci sous-entend que les intérimaires « réguliers » sont également inclus dans l'observatoire. Le terme de « réguliers » exclut les contrats récents et courts tels que « étudiants et emplois vacances ». Pour les salariés intérimaires « réguliers », la partie du questionnaire sur les conditions de travail porte sur les dernières missions effectuées en se reportant à une période de 2 mois de missions même si celles-ci n'ont pas été réalisées en continu.

Le questionnaire : la fiche Evrest

S'agissant d'un dispositif devant perdurer dans le temps, le questionnaire doit s'intégrer facilement à la pratique des médecins du travail, ce qui suppose qu'il soit court et proche de la conduite habituelle des visites.

La spécificité et l'objectif du dispositif Evrest ne résident pas dans l'exhaustivité et la précision des mesures, mais dans la diversité des domaines couverts, la possibilité de les mettre en relation, et surtout dans la mise en place d'un *suivi longitudinal* de ces données.

Le questionnaire, présenté en annexe 1, se présente sur un recto-verso. Depuis 2011, il comporte une 3^{ème} page, facultative, permettant également le recueil de 10 questions complémentaires, laissées au libre choix de chaque médecin. Ce questionnaire peut être proposé aux salariés soit par le médecin, soit par l'infirmier(ère), après s'être assuré qu'ils aient pris connaissance de la Note d'information.

Il comporte des variables d'identification qui servent à générer, lors de la saisie, un identifiant unique pour chaque salarié (par une procédure de hachage). Cet identifiant permet, lorsqu'une deuxième fiche est saisie pour le même salarié, de faire le lien entre les deux fiches saisies ; il ne permet cependant pas d'identifier le salarié. Ce dispositif permet ainsi d'**assurer la protection de l'anonymat des salariés tout en permettant de suivre les personnes interrogées au fil du temps.**

Le questionnaire comporte ensuite quelques informations sociodémographiques (sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle – utilisation de la classification PCS-ESE 2003 de l'INSEE, secteur d'activité - utilisation des classifications NAF 2008 de l'INSEE, et taille de l'entreprise).

Il explore quatre grands thèmes :

- les conditions de travail (changement dans le travail en lien éventuel avec l'état de santé, horaires de travail et leur régularité, contraintes de temps et pression temporelle, sens et vécu du travail ¹⁰, charge physique, exposition à certains types de risques professionnels) ;
- la formation reçue et dispensée ;
- le mode de vie (sport, tabac, café) ;
- l'état de santé.

La façon d'aborder le travail est à la fois large, par la diversité des domaines abordés, et très succincte, compte tenu du faible nombre de questions dans chacun de ces champs.

De même, les informations recueillies sur la santé visent à repérer l'existence de signes cliniques ou plaintes dans les principaux domaines (cardio-respiratoire, neuro-psychique, digestif, ostéo-articulaire, dermatologique et audition), et leur expression dans l'activité de travail (gêne éventuelle). Pour chacun de ces appareils sont également notés la prise d'un traitement ou d'un autre soin.

Un guide de remplissage est mis à disposition de l'ensemble des médecins participants (Annexe 2).

La partie administrative est remplie par le service de santé au travail, la partie concernant les expositions, le vécu au travail et le mode de vie par le salarié lui-même ou par le médecin à partir des appréciations du salarié, et la partie santé par le médecin lors de la consultation. Si le salarié a répondu seul aux items concernant le vécu au travail et le mode de vie, le médecin prend connaissance de ses réponses et est éventuellement amené à en discuter avec le salarié.

Participation au dispositif

L'observatoire Evrest a été mis en œuvre progressivement à partir de 2008 sur l'ensemble des régions françaises volontaires, après une phase expérimentale menée dans la Région Nord – Pas de Calais en 2007 (quelques autres régions avaient néanmoins déjà commencé à utiliser le questionnaire Evrest dès 2007, et ont enregistré par la suite ces informations dans la base de données nationale).

Depuis juin 2013, toutes les régions françaises bénéficient d'au moins un médecin référent régional (M2R), ainsi que 2 Départements et Régions d'Outre-Mer (La Réunion et les Antilles-Guyane) et la Nouvelle Calédonie. La possibilité a également été donnée à 2 grandes entreprises françaises de rejoindre le dispositif Evrest, tout en conservant une autonomie de gestion de leurs données ; elles forment ainsi leur propre « région » non administrative. Ce sont : les Industries Electriques et Gazières (IEG) et la SNCF. Les fiches des salariés de ces régions sont, pour les analyses présentées dans ce rapport, ré-affectées à leur région géographique.

¹⁰ Questions faisant référence aux recommandations du Collège d'expertise sur le suivi statistique des risques psychosociaux au travail : http://www.travailler-mieux.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_SRPST_definitif_rectifie_11_05_10.pdf

Au total, 1038 médecins ont participé au recueil des données en 2014 et/ou en 2015 (médecins ayant saisi au moins une fiche d'un salarié né en octobre d'une année paire). Il faut cependant noter que le taux d'utilisation du dispositif est très variable selon les régions, encore inférieur à 1% en Bretagne (région toujours « débutante » dans le dispositif) à 45% en Hauts-de-France (Fig. 1).

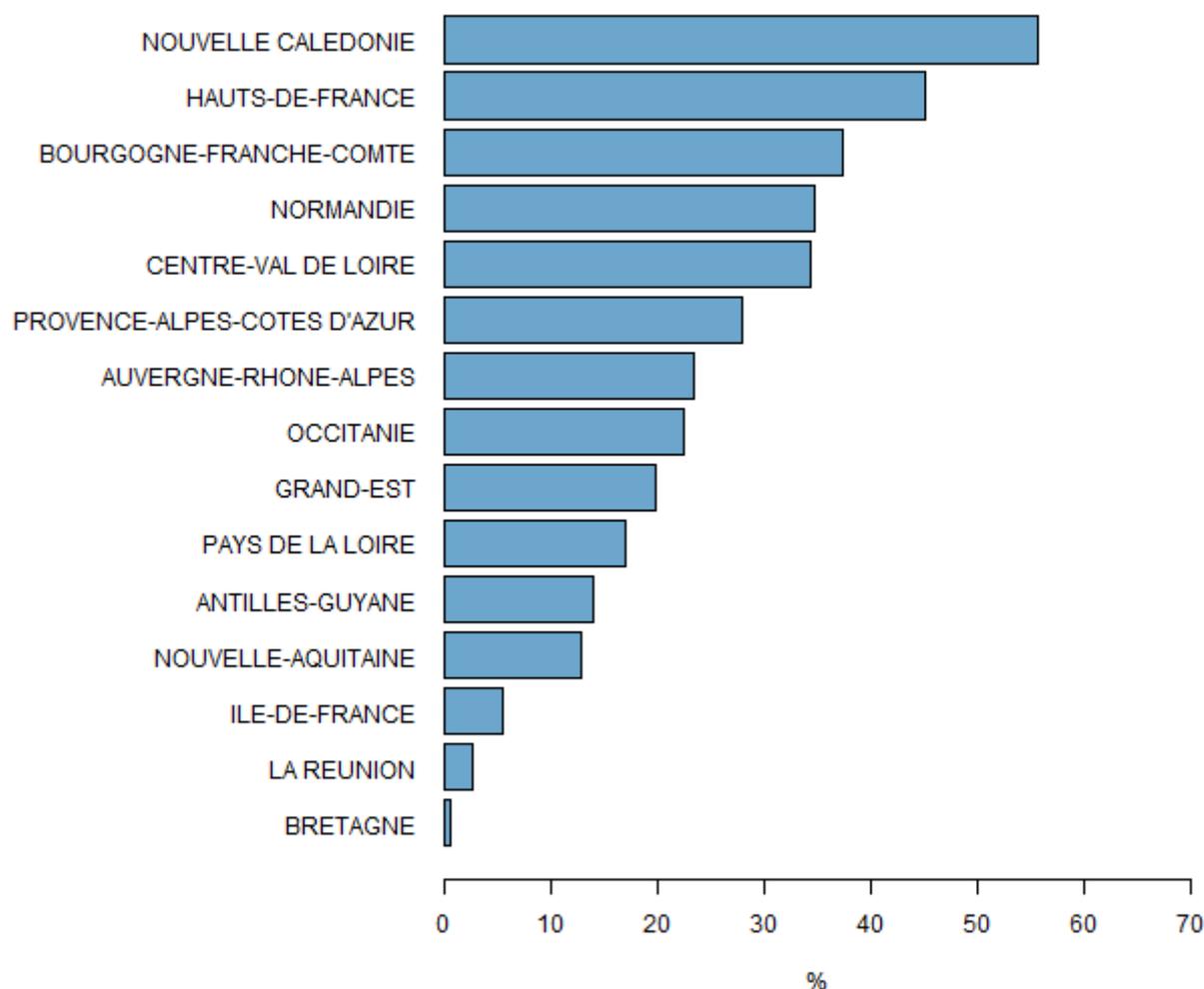


Figure 1 : Proportion de médecins ayant participé au dispositif Evrest en 2014-2015 selon les régions (effectifs régionaux estimés au 01/01/2015¹¹).

A noter : un autre aspect de la participation des médecins au dispositif Evrest en est une utilisation spécifique sur une population exhaustive ou un échantillon avec un taux de sondage élevé, dans le cadre d'une entreprise, d'un secteur d'activité, d'un métier ou du suivi des salariés exposés à un risque particulier. Le nombre d'entreprises pour lesquelles plus de 50 fiches Evrest (« 10 paires » ou non) ont été remplies sur une année s'est notablement accru, passant de 98 en 2008, à plus de 200 entreprises chaque année depuis 2013.

¹¹ Atlas de la démographie médicale en France 2015 – Situation au 1^{er} janvier 2015 (https://www.conseil-national.medecin.fr/sites/default/files/atlas_national_de_la_demographie_medicale_2015.pdf)

Analyse statistique des données

Ce rapport s'appuie sur les données issues de l'ensemble des fiches des salariés nés en octobre d'une année paire, datées de 2014 ou 2015 et saisies avant le 30 juillet 2016 dans la base de données nationale Evrest. Après contrôle des données et corrections (si nécessaire après contact avec les médecins du travail concernés), les analyses descriptives sont désormais produites de façon automatisée par le GIS Evrest, à partir de programmes développés par la société Epiconcept.

Depuis juillet 2012, la périodicité des visites médicales a été modifiée, puisque : 1) le nombre de risques professionnels qui imposent de mettre en place une surveillance médicale renforcée a largement diminué ; 2) dans le cadre d'une surveillance médicale renforcée, les visites médicales peuvent éventuellement se dérouler tous les 2 ans, dans certaines conditions (ces visites restant toutefois bi-annuelle pour les travailleurs de nuit). Pour les salariés en surveillance médicale simple, le principe reste une visite médicale tous les 24 mois ; toutefois, il peut y avoir une modulation de la périodicité (et donc dépassement du délai de 24 mois), notamment s'il y a, entre autres, mise en place d'entretiens infirmiers en santé-travail (entretiens qui peuvent faire l'objet d'une fiche Evrest). Le principe que nous avons adopté de travailler sur des données recueillies sur une période de 2 années semble ainsi rester raisonnable au vu de ces récentes modifications (en ne retenant qu'une seule interrogation par salarié, la plus récente). Ce choix permet de minimiser la variabilité des visites périodiques entre salariés et d'améliorer la représentativité de l'échantillon sur lequel porte les exploitations.

L'échantillon national analysé dans le cadre de ce rapport est basé sur **25 744 fiches** enregistrées en 2014 ou 2015 (26 678 fiches enregistrées pour 25 744 salariés – i.e. 934 salariés ayant répondu 2 fois). Les fiches de l'année 2015 représentent 49,6 % de l'ensemble des fiches exploitées. Le nombre médian de fiches par médecin est de 17,5 pour la période. Les nombres élevés de fiches saisies sont souvent liées au travail coopératif entre médecins et infirmières, qui, sur délégation du médecin, peuvent remplir le questionnaire Evrest avec les salariés vus en entretiens médico-professionnels. On constatera que la répartition géographique des fiches constituant l'échantillon national ne peut prétendre à être représentatif de l'ensemble des salariés du territoire français (Figure 2).

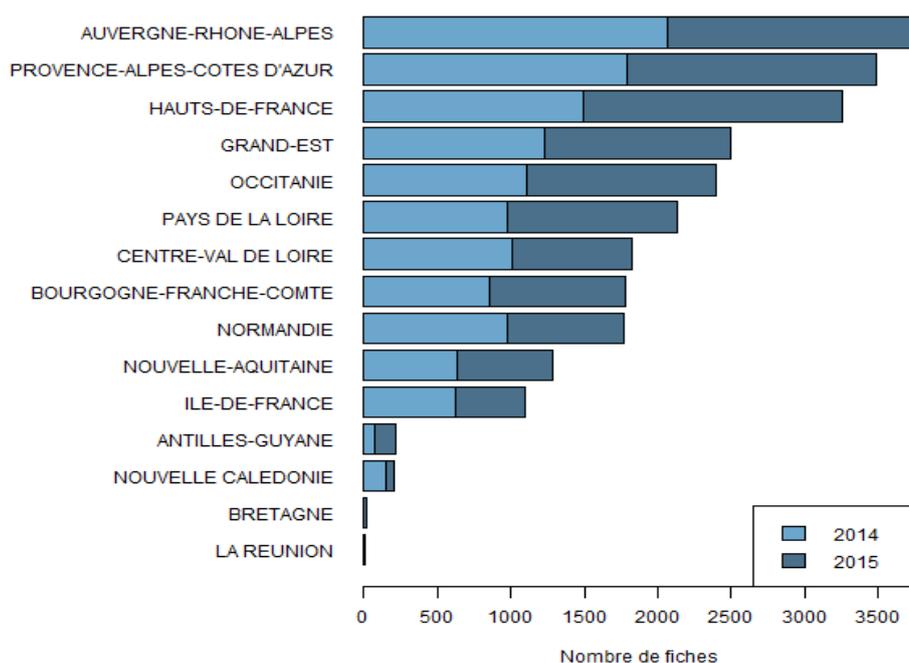


Figure 2 : Nombres de fiches de l'échantillon national 2014-2015 selon l'année de recueil et la région

Codage des Professions et Catégories Socioprofessionnelles (nomenclature PCS-ESE 2003)

Les codes PCS-ESE 2003 exploités peuvent avoir des niveaux de précision variables, la saisie autorisant que, en cas d'incertitude, seuls les 2 premiers chiffres des codes PCS-ESE soient renseignés.

Codage des secteurs d'activités (nomenclature d'activités françaises - NAF)

Depuis 2011, seuls les codes NAF 2008 sont utilisés pour le codage des secteurs d'activités. Comme pour les PCS-ESE, les codes NAF 2008 exploités peuvent avoir des niveaux de précision variables, la saisie autorisant que, en cas d'incertitude, seuls les 2 premiers chiffres des codes NAF 2008 soient renseignés.

Conditions de travail

Toutes les modalités de réponse sur les items concernant les conditions de travail sont détaillées.

De même, les modalités de réponse à l'échelle analogique concernant les difficultés liées à la pression temporelle ont été détaillées ; une catégorisation en 2 groupes est également effectuée, les difficultés liées à la pression temporelle étant considérées comme fortes quand, sur l'échelle de 0 à 10, elles sont strictement supérieures à 5.

Concernant la question de l'abandon fréquent d'une tâche pour une autre non prévue, la réponse « oui » entraîne 2 sous-questions non exclusives l'une envers l'autre (perturbe votre travail ; est un aspect positif de votre travail) ; ainsi, le total des réponses positives de ces 2 sous-questions ne sera pas à rapprocher de 100%.

Santé

L'indice de masse corporelle (IMC) a été scindé en 3 groupes, selon les classes définies par l'Organisation Mondiale de la Santé : les salariés normaux ou maigres ($IMC < 25$), les salariés en surpoids ($25 \leq IMC < 30$) et les obèses ($IMC \geq 30$).

Pour les items portant sur les différents troubles de santé, nous avons effectué les regroupements suivants :

- « les troubles ostéo-articulaires du membre supérieur » regroupent les réponses aux questions concernant l'épaule, le coude ou le poignet ;
- « les troubles ostéo-articulaires du rachis » regroupent les réponses concernant les vertèbres cervicales ou dorso-lombaires.
 - Pour qu'une de ces 2 néo-variables soit positive, il faut *au moins une réponse positive* pour l'un de ses « sous items ».
- « les troubles neuropsychiques » regroupent les réponses aux questions concernant la « fatigue lassitude », « anxiété, nervosité, irritabilité », et « troubles du sommeil ».
 - Pour que cette néo-variable soit positive, il faut *une réponse positive à chacun de ces trois* « sous items ».

Pour chaque trouble de santé étudié, les éléments descriptifs suivants sont donnés :

- la fréquence des plaintes et signes cliniques,
- la fréquence des gênes dans le travail,
- la fréquence des traitements ou autres soins,
- la fréquence de l'existence d'un problème, défini par une réponse positive à « plaintes ou signes cliniques » (quelque soit la réponse à « gêne dans le travail ») ou « traitement ou autre soin ».

Du fait de la faible proportion de données manquantes (inférieure à 2% pour la grande majorité des items), les pourcentages ont été estimés à partir des réponses renseignées (sauf mention contraire : ligne « non précisé »).

Ces choix de découpages ont été faits pour le présent rapport. Les recherches à venir et les analyses locales pourront adopter d'autres façons d'utiliser les variables du questionnaire.

3. PRÉSENTATION DU DOCUMENT

Le rapport national

Seul le descriptif de l'échantillon est fourni dans ce document :

- répartition par âge, sexe, professions et catégories socioprofessionnelles (PCS-ESE 2003 en 6 classes) et secteurs d'activité (NAF 2008 en 6 secteurs) ; comparaison aux données établies par l'INSEE à partir de l'exploitation statistique des Déclarations Annuelles des Données Sociales (DADS)¹² de 2013 (échantillon au 1/12ème des données individuelles anonymisées) ;
- descriptif de l'échantillon par les professions et catégories socioprofessionnelles (PCS-ESE de niveau 2, 29 postes) ;
- descriptif de l'échantillon par secteur d'activité (NAF 2008 de niveau 1 et 2, 21 sections et 88 divisions).

Le descriptif de l'ensemble des réponses au questionnaire est fourni dans un document complémentaire, sous format tabulé :

- descriptif de l'ensemble des réponses au questionnaire, selon le sexe ;
- descriptif de l'ensemble des réponses au questionnaire, selon les catégories socioprofessionnelles (pour les catégories socioprofessionnelles ayant au moins 200 salariés) ;
- descriptif de l'ensemble des réponses au questionnaire, selon les secteurs d'activités (pour les secteurs d'activité ayant au moins 500 salariés).

D'une façon générale, nous avons convenu de présenter des descriptifs pour les catégories socioprofessionnelles pour lesquelles sont présents au moins 200 salariés et les secteurs d'activité comprenant au moins 500 salariés. Le choix d'un seuil différent pour les PCS-ESE et les NAF est lié au fait que l'hétérogénéité entre les salariés est moins importante au sein d'un niveau de PCS-ESE qu'au sein d'un niveau donné de la NAF.

Par ailleurs, les descriptifs des items de santé étant réalisés selon 2 groupes d'âge (moins de 45 ans, et 45 ans ou plus), il arrive que pour certaines catégories de salariés, la séparation en 2 groupes d'âge génère de petits groupes, pour lesquels il conviendra de lire les pourcentages présentés avec une grande prudence.

Les rapports régionaux

Les rapports régionaux suivent une logique de présentation très proche de celle du rapport national. Nous avons convenu de présenter des descriptifs pour les catégories socioprofessionnelles et les secteurs d'activité comprenant un effectif supérieur à 200 salariés. Cependant, les descriptifs des items de santé ne sont réalisés selon 2 groupes d'âge (moins de 45 ans, et 45 ans ou plus) que pour le descriptif selon le sexe, afin de limiter le risque de présenter des statistiques sur des petits groupes (moins de 100 salariés).

¹² Le champ de l'exploitation des DADS par l'Insee couvre actuellement l'ensemble des employeurs et de leurs salariés, à l'exception des agents des ministères, titulaires ou non, des services domestiques et des activités extra-territoriales. Le champ de la publication des résultats exclut en outre les apprentis, les stagiaires, les emplois aidés, les dirigeants salariés de leur entreprise ainsi que les agents des collectivités territoriales. Ainsi, le champ couvert est légèrement différent de celui potentiellement couvert par le dispositif Evrest.

4. INFORMATIONS CLES CONCERNANT L'INTERPRETATION DES RESULTATS

Une approche reposant sur les réponses des salariés

Dans le cadre du remplissage du questionnaire Evrest, les réponses sont constituées par les appréciations des salariés eux-mêmes, ce qui renvoie à la question des « mesures subjectives ». La discussion sur la portée et les limites de ce type de mesures rassemble de nombreux arguments.

Tant qu'une explication poussée n'est pas réalisée avec le travailleur, ses réponses spontanées peuvent refléter une vision réductrice de son activité et de ses conditions de travail ¹³.

Tout questionnaire, toute fiche de recueil de données, sont « adressés » ; par conséquent les réponses dépendent de la représentation que les salariés se font des attentes et objectifs du destinataire ou commanditaire (pouvoirs publics, employeurs, hiérarchie, syndicats, ou, dans le cas d'Evrest le médecin du travail,...). On peut aussi avoir des variations dans les réponses selon le ressenti du jour et les événements récents. D'autre part à plus long terme, les représentations des salariés sont influencées par des processus sociaux qui déterminent la visibilité des conditions de travail dans un milieu donné ¹⁴.

Plus problématique, pour certaines analyses en santé au travail, les réponses sur un aspect du travail peuvent dépendre de l'état de santé. Par exemple, le mal de dos renforce les appréciations négatives sur le maintien de postures difficiles, bien davantage que sur les efforts à produire ¹⁵. Enfin, les appréciations des salariés peuvent aussi refléter des ignorances réelles, voire des stratégies de défense ¹⁶.

L'ensemble de ces réflexions permet d'illustrer la question de la « subjectivité ». Il ne s'agit pas d'éliminer ces « mesures subjectives » mais de les intégrer dans la démarche. En effet, le questionnaire Evrest tend à considérer l'ensemble des composantes de la situation de travail et de la santé, en repérant leurs relations pour enrichir et consolider les interprétations.

Les questions posées par la fiche de recueil Evrest sont trop larges pour apporter une estimation fine des conditions de travail et des expositions professionnelles. D'autres outils statistiques, tels que l'enquête SUMER (1994, 2003 et 2009-2010), permettent de cerner de façon beaucoup plus détaillée ces expositions et de proposer des évaluations du nombre de salariés qui pourraient être concernés, selon le degré de sévérité retenu pour les expositions.

Evrest vise à élucider des enjeux de santé au travail, en ne les limitant pas aux seules pathologies identifiées par le médecin du travail, mais en prenant en compte les différents troubles ressentis par le salarié. Ainsi, le questionnaire Evrest apporte des informations précieuses sur le « vécu » et le ressenti des salariés au travail.

¹³ Teiger C, Laville A. 1991. L'apprentissage de l'analyse ergonomique du travail, outil d'une formation pour l'action. *Travail et Emploi*, 47.

¹⁴ Gollac M. 1997. Des chiffres insensés ? Pourquoi et comment on donne un sens aux données statistiques. *Revue française de sociologie*, XXXVIII-1.

¹⁵ Duquette J, Lortie M, Rossignol M. 1997. Perception of difficulties for the back related to assembly work: general findings and impact of back health. *Applied Ergonomics*, vol.28, n°5-6.

¹⁶ Dejours C. 1993. *Travail : usure mentale, de la psychopathologie à la psychodynamique du travail*. Bayard, Paris.

Quid de l'utilisation d'une représentation chiffrée des relations santé-travail ? ¹⁷

L'approche quantifiée n'est pas une fin en soi : si elle peut être utile, son usage nécessite prudence, réflexion, savoir-faire et compétence ou accompagnement approprié. Tout d'abord, une réalité s'impose : les chiffres ne sont pas le résultat d'un simple dénombrement d'objets préexistants, ils sont le produit d'une construction. Utiliser la quantification, c'est gérer une démarche où les avantages peuvent être réels mais où les écueils et les pièges peuvent survenir à tout moment.

Lors des entretiens médico-professionnels, le médecin du travail ou l'infirmier(ère) approche le vécu du travail des salariés, leur subjectivité. Il s'agit là, sans aucun doute, de connaissances importantes et précieuses. Si l'écoute de cette parole, voire de cette souffrance, reste absolument indispensable, le médecin peut aussi souhaiter comprendre les processus qui influent sur des signes qui se répètent. Et faire en sorte que ces éléments viennent alimenter la réflexion des partenaires sociaux, notamment afin de les convaincre des enjeux et de les inciter à engager d'éventuelles actions de transformation. La quantification peut être une des ressources sur lesquelles appuyer cette démarche.

L'approche de la santé au travail par le chiffre aide à passer de la santé individuelle à la santé collective. L'estimation chiffrée est un langage auquel beaucoup d'acteurs de l'entreprise accordent une forte légitimité. Parler de la santé au travail au travers de chiffres est un moyen de convaincre ces acteurs de s'intéresser à cette problématique en démystifiant le concept de santé. Les chiffres ont l'avantage de rendre anonyme l'information, de dépersonnaliser le débat. Ils renseignent sur un état à un moment donné mais aussi dans la durée. Ils deviennent alors des indicateurs que l'on peut suivre et qui peuvent servir de support de discussion dans l'entreprise.

Les chiffres utiles sont ceux qui apportent un éclairage par rapport à la réalité que le médecin veut transmettre à l'entreprise ; cette réalité est directement issue de la synthèse que ce dernier fait entre ses connaissances fondamentales, les données recueillies lors des entretiens médico-professionnels et la connaissance du travail réel. Le chiffre est obtenu à partir de questions reprenant le langage couramment utilisé dans l'entreprise. Ces questions sont élaborées avec subtilité mais aussi spécificité par rapport aux problèmes détectés par l'approche clinique, car, par exemple en santé mentale, « *(à partir des chiffres), le lien entre souffrance et travail est difficile à mettre en évidence ; cela est d'autant plus vrai que le salarié est spontanément amené à contenir, à occulter, en un mot à refouler la souffrance qu'il peut éprouver. Cela pose la question de l'accès par le mode d'investigation par questionnaire aux symptômes et aux manifestations de la souffrance psychique* » ¹⁸. C'est là l'un des écueils qu'il faut connaître.

Le médecin et l'infirmier(ère) doivent pouvoir interroger le travail d'un côté, la santé de l'autre, puis confronter les deux dans l'analyse en ayant bien soin de rester très prudent quant aux lectures causalistes des résultats. Ces chiffres relèvent donc d'une dynamique de construction et pour ceux à qui ils sont destinés, à savoir les acteurs de l'entreprise, la nécessaire réappropriation des résultats est un enjeu majeur. Il sera nécessaire que le médecin apporte ses connaissances sur la relation santé-travail.

Si l'exploitation statistique d'un questionnaire permet d'accéder à une vision globale, il ne permet, en aucune manière, d'accéder aux mécanismes qui sont à l'origine de ce que les chiffres permettent de décrire. L'information recueillie par questionnaire ne fournit pas de faits, ni d'explication sur les processus mais une représentation que ceux qui ont répondu, au moment où ils ont répondu, ont de la situation. Les résultats viennent souvent mettre des chiffres sur des aspects du travail ou de la santé dont beaucoup peuvent avoir

¹⁷ Buisset C. 2008. *De la clinique individuelle à la mise en débat social : le médecin du travail et l'usage du chiffre*. Archives des Maladies Professionnelles et de l'Environnement, 69 : 183-188.

¹⁸ Prunier-Poulmaire S, Gadbois C. 2005. Quand le questionnaire s'impose à l'ergonome. Dans S. Volkoff (coord), *L'ergonomie et les chiffres de la santé au travail : ressources, tensions et pièges* (p. 75-86). Collection le travail en débats. Editions Octarès.

intuitivement conscience ; ils ont pu faire l'objet de discussion, peut-être même de revendication, ou au contraire de dénégation. La quantification constitue parfois un « langage-carrefour » (selon l'expression utilisée par Alain Desrosières) permettant de confronter, déplacer, argumenter, les points de vue sur ces enjeux de santé et de travail. Mais elle suppose aussi de laisser une large place à la connaissance clinique et à celle du terrain, qui donnent aux réponses des salariés toute leur pertinence.

La production de données chiffrées suscite aussi le **besoin de comparaisons**, par exemple avec l'idée de savoir si « on est mieux (ou pire) que ... » ou avec l'hypothèse que les priorités découleront directement de l'examen des chiffres (repérer là où « ça va plus mal »...). Les données nationales, régionales ou sectorielles peuvent ainsi constituer une « référence extérieure » à laquelle on peut souhaiter comparer des chiffres obtenus par exemple par un médecin du travail faisant Evrest dans une entreprise particulière. Cette question de l'usage des comparaisons soulève de nombreuses difficultés et mérite un examen attentif et prudent. Tout d'abord, il faut se souvenir que, sur la plupart des sujets abordés dans Evrest, on mesure des fréquences (proportion de personnes concernées par telle ou telle caractéristique du travail ou de la santé), et non des intensités (d'exposition par exemple) ou des gravités (de problèmes de santé). Telle posture jugée contraignante dans telle situation pourrait par exemple ne pas l'être dans une autre situation. La réponse des salariés a néanmoins un sens, mais la comparaison ne peut se faire sans précaution. Ensuite, certaines comparaisons peuvent laisser supposer que de faibles écarts -par exemple en se comparant à des résultats nationaux du secteur- autorisent à considérer que « ça va »... laissant de côté la réflexion sur le niveau même de l'indicateur sectoriel (qui peut être lui-même très élevé) ou la gravité du problème qui s'exprime derrière les chiffres. Et lorsque la « référence » est moins bonne que le résultat dans l'entreprise étudiée, on peut aussi estimer, pour de multiples raisons (issues de la connaissance de l'entreprise, du point de vue des salariés, etc.) que même si la situation n'est pas catastrophique, il est primordial de s'intéresser au problème avant qu'il ne devienne préoccupant. Dans l'usage de ces comparaisons, c'est là encore toute la connaissance clinique en amont et la qualité de l'argumentaire qui permettront d'utiliser au mieux les chiffres en entreprise. Il peut être aussi utile de s'appuyer sur plusieurs références externes (par exemple en utilisant les résultats de secteurs d'activités variés, en plus de celui correspondant à l'entreprise elle-même), afin de montrer les variations observées dans le domaine étudié et de s'interroger sur les éventuelles spécificités de l'entreprise.

L'utilisation du chiffre, au travers du questionnaire Evrest, dans la boîte à outil du médecin est pertinente pour ce qui est de l'apport qu'il procure quant à la connaissance, l'évaluation des effets, pourvu qu'il y soit recouru avec discernement et accompagnement approprié. Cela vaut d'ailleurs pour tout outil.

CHAPITRE II : RÉSULTATS DE L'OBSERVATOIRE EVREST, ECHANTILLON NATIONAL 2014-2015

1. DESCRIPTIF DE L'ECHANTILLON NATIONAL

L'échantillon national analysé dans le cadre de ce rapport est issu de l'exploitation de 25 744 fiches recueillies en 2014 (n=12 977) ou 2015 (n=12 767) par 1038 médecins du travail. Le nombre de fiches exploitées par année et par région est présenté dans le tableau 1 (en bleu, les régions pour lesquelles un rapport régional est produit).

Tableau 1 : Nombres de fiches exploitées par région, selon l'année

	2014	2015	Total
ANTILLES-GUYANE	69	142	211
AUVERGNE-RHONE-ALPES	2061	1732	3793
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE	852	928	1780
BRETAGNE	0	14	14
CENTRE-VAL DE LOIRE	1008	812	1820
GRAND-EST	1229	1264	2493
HAUTS-DE-FRANCE	1489	1768	3257
ILE-DE-FRANCE	629	467	1096
LA REUNION	7	0	7
NORMANDIE	972	797	1769
NOUVELLE-AQUITAINE	636	648	1284
NOUVELLE CALEDONIE	154	56	210
OCCITANIE	1106	1293	2399
PAYS DE LA LOIRE	977	1153	2130
PROVENCE-ALPES-COTES D'AZUR	1788	1693	3481
Total	12977	12767	25744

Cet échantillon ne peut prétendre à être représentatif de l'ensemble des salariés exerçant leur activité sur le territoire français, pour plusieurs raisons :

- si, depuis 2013, toutes les régions disposent d'au moins un médecin référent, la constitution du réseau peut être, dans certaines régions, encore débutante ;
- au sein d'une région, les médecins des différents services de santé au travail sont généralement inégalement informés sur le dispositif ;
- la participation des médecins du travail est basée sur le volontariat ;
- seuls les salariés vus lors des entretiens périodiques peuvent être interrogés (les autres visites étant réalisées dans des contextes de problèmes de santé ou pour des embauches). L'implication des infirmiers(ères) de santé au travail dans le réseau Evrest, par le biais des entretiens santé-travail, compense, pour certains médecins, la raréfaction des entretiens périodiques.

Tout au plus cherche-t-on à ce que les salariés soient représentatifs de la population des salariés suivis par les médecins du travail participant à Evrest, d'où le mode de sondage aléatoire (mois et année de naissance) et le regroupement des fiches sur 2 années visant à limiter l'impact des différences de périodicité de visite.

Cependant, afin de situer le champ des résultats Evrest, nous avons comparé les grandes caractéristiques de l'échantillon national Evrest à celles fournies par l'INSEE sur un échantillon au 1/12ème issu des Déclarations Annuelles de Données Sociales (DADS), formalité déclarative que doit accomplir toute entreprise employant des salariés en France. Les données les plus récentes disponibles datent de 2013, et concernent ainsi les secteurs privés et publics.

On constate que, en comparaison au champ des salariés de l'INSEE (tableau 2), l'échantillon Evrest surreprésente les professions intermédiaires au détriment des employés ; les hommes sont sur-représentés au détriment des femmes ; les salariés les plus jeunes (≤ 24 ans) et les plus âgés (55 ans et plus) sont légèrement sous-représentés en comparaison au champ des salariés de l'INSEE ; enfin, le secteur « BE. Industrie manufacturière, extractive et autre » est sur-représenté au détriment du secteur « OQ. Administration publique, enseignement, santé et action sociale ». Ainsi, le champ d'Evrest se rapproche plus du secteur privé seul que du champ public-privé.

L'échantillon Evrest ne peut donc être considéré comme « représentatif » des salariés, même du secteur privé, ce qui incite à limiter son utilisation pour établir des niveaux (fréquence de telle ou telle caractéristique du travail, ou de tel problème de santé). Il est ainsi préférable d'utiliser plutôt les chiffres fournis pour des comparaisons, par exemple entre catégories socioprofessionnelles ou secteurs d'activité (plutôt que pour des descriptifs bruts réalisés sur l'échantillon dans son ensemble).

Tableau 2 : Comparaison du champ d'Evrest 2014-2015 à celui des DADS 2013.

Caractéristiques générales des salariés	Echantillon national Evrest 2014-2015 (n=25 744) %	Données INSEE 2013 (DADS) %
Sexe		
Hommes	55.5	52.2
Femmes	44.5	47.8
Age		
≤ 24 ans	8.4	12.5
25-34 ans	26.3	24.3
35-44 ans	26.1	24.6
45-54 ans	27.2	24.0
55 ans et plus	11.9	14.5
Catégorie socioprofessionnelle		
1 Agriculteurs	0.0	0.0
2 Artisans, commerçants et chefs d'entreprises	0.5	0.7
3 Cadres et professions intellectuelles supérieures	15.1	15.7
4 Professions intermédiaires	26.1	19.7
5 Employés	29.9	37.1
6 Ouvriers	28.4	26.8
Secteur d'activité		
AZ Agriculture, sylviculture et pêche	0.2	0.1
BE Indus. manufacturière, extract. & austr.	24.1	12.5
FZ Construction	6.7	6.3
GI Commerce, transp., hébergement & restau.	27.0	23.1
JU Services divers	23.6	25.2
OQ Admin. pub., enseign., santé & act. soc.	18.4	32.9

Le descriptif de la base Evrest 2014-2015 selon les PCS-ESE 2003 figure dans le tableau 3 (PCS-ESE niveau 2). Toutes les catégories inscrites en bleu sont constituées de plus de 200 salariés et font l'objet d'un descriptif détaillé.

Les descriptifs de la base selon les secteurs d'activité figurent dans les tableaux 4 (sections de la NAF) et 5 (divisions de la NAF, pour les sections d'effectifs > 500 salariés). Toutes les catégories inscrites en bleu font l'objet d'un descriptif détaillé (plus de 500 salariés).

Tableau 3 : Descriptif détaillé de l'échantillon national Evrest 2014-2015 selon les professions et catégories socioprofessionnelles de niveau 2

PCS-ESE de niveau 2	Effectifs	%
10 Agriculteurs (salariés de leur exploitation)	2	0.0
21 Artisans (salariés de leur entreprise)	14	0.1
22 Commerçants et assimilés (salariés de leur entreprise)	32	0.1
23 Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus (salariés de leur entreprise)	87	0.3
31 Professions libérales (exercées sous statut de salarié)	58	0.2
33 Cadres de la fonction publique	112	0.4
34 Professeurs, professions scientifiques	198	0.8
35 Professions de l'information, des arts et des spectacles	123	0.5
37 Cadres administratifs et commerciaux d'entreprises	1528	5.9
38 Ingénieurs et cadres techniques d'entreprises	1862	7.2
42 Professeurs des écoles, instituteurs et professions assimilées	278	1.1
43 Professions intermédiaires de la santé et du travail social	1468	5.7
44 Clergé, religieux	4	0.0
45 Professions intermédiaires administratives de la fonction publique	90	0.3
46 Professions intermédiaires adm. et commerciales des entreprises	2268	8.8
47 Techniciens (sauf techniciens tertiaires)	1949	7.6
48 Contremaîtres, agents de maîtrise (maîtrise administrative exclue)	654	2.5
52 Employés civils et agents de service de la fonction publique	1567	6.1
53 Agents de surveillance	313	1.2
54 Employés administratifs d'entreprise	2459	9.6
55 Employés de commerce	1861	7.2
56 Personnels des services directs aux particuliers	1509	5.9
62 Ouvriers qualifiés de type industriel	2236	8.7
63 Ouvriers qualifiés de type artisanal	1795	7.0
64 Chauffeurs	1029	4.0
65 Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport	666	2.6
67 Ouvriers non qualifiés de type industriel	889	3.5
68 Ouvriers non qualifiés de type artisanal	649	2.5
69 Ouvriers agricoles et assimilés	44	0.2

Tableau 4 : Descriptif détaillé de l'échantillon national Evrest 2014-2015 selon les sections de la NAF 2008

NAF 2008 de niveau 2	Effectifs	%
A Agriculture, sylviculture et pêche	46	0.2
B Industries extractives	40	0.2
C Industrie manufacturière	3915	15.2
D Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	1998	7.8
E Production et distribution d'eau - assainissement, gestion des déchets et dépollution	248	1.0
F Construction	1713	6.7
G Commerce - réparation d'automobiles et de motocycles	4244	16.5
H Transports et entreposage	1673	6.5
I Hébergement et restauration	1039	4.0
J Information et communication	822	3.2
K Activités financières et d'assurance	999	3.9
L Activités immobilières	325	1.3
M Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1540	6.0
N Activités de services administratifs et de soutien	1516	5.9
O Administration publique	894	3.5
P Enseignement	384	1.5
Q Santé humaine et action sociale	3466	13.5
R Arts, spectacles et activités récréatives	217	0.8
S Autres activités de services	643	2.5
T Activités des ménages en tant qu'employeurs - activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre	21	0.1
U Activités extra-territoriales	1	0.0

Tableau 5 : Descriptif détaillé de l'échantillon national Evrest 2014-2015 selon les divisions de la NAF 2008 (pour les sections ayant un effectif > 500 salariés)

	Effectifs	%
10 Industries alimentaires	590	2.3
11 Fabrication de boissons	36	0.1
12 Fabrication de produits à base de tabac	2	0
13 Fabrication de textiles	51	0.2
14 Industrie de l'habillement	42	0.2
15 Industrie du cuir et de la chaussure	22	0.1
16 Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège, à l'exception des meubles - fabrication d'articles en vannerie et sparterie	85	0.3
17 Industrie du papier et du carton	134	0.5
18 Imprimerie et reproduction d'enregistrements	75	0.3
19 Cokéfaction et raffinage	6	0
20 Industrie chimique	286	1.1
21 Industrie pharmaceutique	155	0.6
22 Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	276	1.1
23 Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	239	0.9
24 Métallurgie	138	0.5
25 Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	461	1.8
26 Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	129	0.5
27 Fabrication d'équipements électriques	163	0.6
28 Fabrication de machines et équipements n.c.a.	381	1.5
29 Industrie automobile	145	0.6
30 Fabrication d'autres matériels de transport	88	0.3
31 Fabrication de meubles	67	0.3
32 Autres industries manufacturières	103	0.4
33 Réparation et installation de machines et d'équipements	241	0.9
35 Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	1998	7.8
41 Construction de bâtiments	199	0.8
42 Génie civil	245	1
43 Travaux de construction spécialisés	1269	4.9
45 Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	486	1.9
46 Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	1334	5.2
47 Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	2424	9.4
49 Transports terrestres et transport par conduites	1010	3.9
50 Transports par eau	7	0
51 Transports aériens	12	0
52 Entreposage et services auxiliaires des transports	551	2.1
53 Activités de poste et de courrier	93	0.4

<i>(suite)</i>	Effectifs	%
55 Hébergement	338	1.3
56 Restauration	701	2.7
58 Édition	146	0.6
59 Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision - enregistrement sonore et édition musicale	23	0.1
60 Programmation et diffusion	21	0.1
61 Télécommunications	159	0.6
62 Programmation, conseil et autres activités informatiques	413	1.6
63 Services d'information	60	0.2
64 Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	641	2.5
65 Assurance	221	0.9
66 Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance	137	0.5
69 Activités juridiques et comptables	327	1.3
70 Activités des sièges sociaux - conseil de gestion	327	1.3
71 Activités d'architecture et d'ingénierie - activités de contrôle et analyses techniques	543	2.1
72 Recherche-développement scientifique	145	0.6
73 Publicité et études de marché	122	0.5
74 Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	50	0.2
75 Activités vétérinaires	26	0.1
77 Activités de location et location-bail	126	0.5
78 Activités liées à l'emploi	395	1.5
79 Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes	60	0.2
80 Enquêtes et sécurité	220	0.9
81 Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	423	1.6
82 Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	292	1.1
84 Administration publique et défense - sécurité sociale obligatoire	894	3.5
86 Activités pour la santé humaine	1832	7.1
87 Hébergement médico-social et social	829	3.2
88 Action sociale sans hébergement	805	3.1
94 Activités des organisations associatives	348	1.4
95 Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques	38	0.1
96 Autres services personnels	257	1

2. DESCRIPTIFS DES REPONSES AU QUESTIONNAIRE, SELON LE SEXE

Cf. document annexe (xls).

3. DESCRIPTIFS DES REPONSES AU QUESTIONNAIRE, SELON LES CATEGORIES SOCIOPROFESSIONNELLES

Cf. document annexe (xls). Sont décrits :

PCS-ESE de niveau 1 :

- 3 Cadres et professions intellectuelles supérieures n=3881
- 4 Professions intermédiaires n=6711
- 5 Employés n=7709
- 6 Ouvriers n=7308

PCS-ESE de niveau 2 :

- 38 Ingénieurs et cadres techniques d'entreprises n=1862
- 42 Professeurs des écoles, instituteurs et professions assimilées n=278
- 43 Professions intermédiaires de la santé et du travail social n=1468
- 46 Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises n=2268
- 47 Techniciens (sauf techniciens tertiaires) n=1949
- 48 Contremaîtres, agents de maîtrise (maîtrise administrative exclue) n=654
- 52 Employés civils et agents de service de la fonction publique n=1567
- 53 Agents de surveillance n=313
- 54 Employés administratifs d'entreprise n=2459
- 55 Employés de commerce n=1861
- 56 Personnels des services directs aux particuliers n=1509
- 62 Ouvriers qualifiés de type industriel n=2236
- 63 Ouvriers qualifiés de type artisanal n=1795
- 64 Chauffeurs n=1029
- 65 Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport n=666
- 67 Ouvriers non qualifiés de type industriel n=889
- 68 Ouvriers non qualifiés de type artisanal n=649

PCS-ESE de niveau 4 :

- 431f Infirmiers en soins généraux n=428
- 461b Secrétaires de direction, assistants de direction (non cadres) n=201
- 461c Secrétaires de niveau supérieur (non cadres, hors secrétaires de direction) n=206
- 463b Techniciens commerciaux et technico-commerciaux, représentants en biens d'équipement, en biens intermédiaires, commerce interindustriel (hors informatique) n=208
- 477b Techniciens d'installation et de maintenance des équipements industriels (électriques, électro-mécaniques, mécaniques, hors informatique) n=606
- 525d Agents de service hospitaliers n=292
- 526a Aides-soignants n=511
- 534a Agents civils de sécurité et de surveillance n=256
- 542a Secrétaires n=685
- 543b Employés qualifiés des services comptables ou financiers n=441
- 543g Employés administratifs qualifiés des autres services des entreprises n=235
- 551a Employés de libre service du commerce et magasiniers n=438
- 552a Caissiers de magasin n=298
- 554a Vendeurs en alimentation n=245
- 554e Vendeurs en habillement et articles de sport n=230
- 561d Aides de cuisine, apprentis de cuisine et employés polyvalents de la restauration n=255

563b Aides à domicile, aides ménagères, travailleuses familiales n=386
 634c Mécaniciens qualifiés en maintenance, entretien, réparation : automobile n=214
 636d Cuisiniers et commis de cuisine n=245
 641a Conducteurs routiers et grands routiers n=468
 641b Conducteurs de véhicule routier de transport en commun n=242
 643a Conducteurs livreurs, coursiers n=220
 652a Ouvriers qualifiés de la manutention, conducteurs de chariots élévateurs, caristes n=276
 653a Magasiniers qualifiés n=238
 684a Nettoyeurs n=435

4. DESCRIPTIFS DES REPONSES AU QUESTIONNAIRE, SELON LES SECTEURS D'ACTIVITES

Cf. document annexe (xls). Sont décrits :

NAF de niveau 1 :

C Industrie manufacturière n=3915
 D Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné n=1998
 F Construction n=1713
 G Commerce - réparation d'automobiles et de motocycles n=4244
 H Transports et entreposage n=1673
 I Hébergement et restauration n=1039
 J Information et communication n=822
 K Activités financières et d'assurance n=999
 M Activités spécialisées, scientifiques et techniques n=1540
 N Activités de services administratifs et de soutien n=1516
 O Administration publique n=894
 Q Santé humaine et action sociale n=3466
 S Autres activités de services n=643

NAF de niveau 2 :

35 Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné n=1998
 43 Travaux de construction spécialisés n=1269
 46 Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles n=1334
 47 Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles n=2424
 49 Transports terrestres et transport par conduites n=1010
 52 Entreposage et services auxiliaires des transports n=551
 56 Restauration n=701
 64 Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite n=641
 71 Activités d'architecture et d'ingénierie - activités de contrôle et analyses techniques n=543
 84 Administration publique et défense - sécurité sociale obligatoire n=894
 86 Activités pour la santé humaine n=1832
 87 Hébergement médico-social et social n=829
 88 Action sociale sans hébergement n=805

NAF de niveau 5 :

3513Z Distribution d'électricité n=556
 4711F Hypermarchés n=519
 8610Z Activités hospitalières n=1470

ANNEXES

- Le questionnaire Evrest 2015
- Le guide de remplissage du questionnaire Evrest 2015

7. Etes-vous exposé à :

Oui ₁ Non ₀		Oui ₁ Non ₀		Oui ₁ Non ₀		Oui ₁ Non ₀	
Produits chimiques	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	Gêne sonore	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	Chaleur intense	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	Risque infectieux	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Poussières, fumées	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	Bruit > 80db	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	Froid intense	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	Contact avec le public (usagers, patients, clients, élèves....)	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Rx ionisants	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	Contrainte visuelle	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	Intempéries	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>		
Vibrations	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	Conduite routière prolongée	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	Pression psychologique	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

Formation

1. Depuis 1 an, avez-vous eu une formation ? Oui₁ Non₀
 Si oui, était-ce : Oui₁ Non₀
 en rapport avec votre travail actuel Oui₁ Non₀
 en rapport avec un futur poste Oui₁ Non₀
 une formation d'intérêt général Oui₁ Non₀
2. Depuis 1 an, avez-vous eu un rôle de formateur, de tuteur ? Oui₁ Non₀

Mode de vie

1. Faites-vous de façon régulière (au moins 1 fois/semaine) une activité physique ou sportive : Oui₁ Non₀
2. Consommation usuelle :
Tabac (nbre de cig/jour) Non fumeur ₀ Ancien fumeur₁ Moins de 5 cig ₂ 5 à 15 cig ₃ > 15 cig ₄
Café (nbre de tasses/jour) Pas de café ₀ 1 à 4 tasses₁ Plus de 4 tasses ₂
3. Avez-vous des trajets domicile/travail longs ou pénibles ? Oui₁ Non₀

État de santé actuel = les 7 derniers jours (à remplir par le médecin ou l'infirmier(e))

Questionnaire renseigné par : le médecin₁ l'infirmier(e)₂

Dernier entretien systématique (ou d'embauche) il y a : | _ | année(s) (0 si jamais d'entretien ou entretien <1 an)

Poids : _ _ _ kg Taille : _ _ _ cm

		Plaintes ou signes cliniques au cours des 7 derniers j	Est-ce une gêne dans le travail ?	Traitement ou autre soin	(Colonne libre, facultatif)
Cardio respiratoire					
RAS <input type="checkbox"/>	- appareil respiratoire	Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>	Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>	Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>	_ _
RAS <input type="checkbox"/>	- appareil cardio-vasculaire	Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>	Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>	Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>	_ _
RAS <input type="checkbox"/>	- HTA	Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>	Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>	Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>	_ _
Neuro-psychique					
RAS <input type="checkbox"/>	- fatigue, lassitude	Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>	Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>	Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>	_ _
RAS <input type="checkbox"/>	- anxiété, nervosité, irritabilité	Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>	Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>	Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>	_ _
RAS <input type="checkbox"/>	- troubles du sommeil	Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>	Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>	Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>	_ _
RAS <input type="checkbox"/>	Digestif	Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>	Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>	Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>	_ _
Ostéo-articulaire					
RAS <input type="checkbox"/>	- épaule	Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>	Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>	Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>	_ _
RAS <input type="checkbox"/>	- coude	Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>	Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>	Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>	_ _
RAS <input type="checkbox"/>	- poignet / main	Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>	Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>	Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>	_ _
RAS <input type="checkbox"/>	- membres inférieurs	Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>	Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>	Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>	_ _
RAS <input type="checkbox"/>	- vertèbres cervicales	Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>	Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>	Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>	_ _
RAS <input type="checkbox"/>	- vertèbres dorso-lombaires	Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>	Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>	Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>	_ _
RAS <input type="checkbox"/>	Dermatologie	Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>	Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>	Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>	_ _
RAS <input type="checkbox"/>	Troubles de l'audition	Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>	Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>	Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>	_ _

Questionnaire complémentaire au questionnaire Evrest (facultatif)

Pour utiliser ces champs libres :

- poser les questions que vous avez établies impérativement APRES avoir rempli, avec le salarié, le questionnaire Evrest dans son intégralité (poser les questions au début ou au milieu du questionnaire est susceptible d'en modifier les réponses)
- prévoir dès le départ le codage que vous allez utiliser (et le noter soigneusement), personne ne pourra vous dire à quoi correspondront les données saisies dans cette partie du questionnaire

(Q1)
..... | _ | _ |

(Q2)
..... | _ | _ |

(Q3)
..... | _ | _ |

(Q4)
..... | _ | _ |

(Q5)
..... | _ | _ |

(Q6)
..... | _ | _ |

(Q7)
..... | _ | _ |

(Q8)
..... | _ | _ |

(Q9)
..... | _ | _ |

(Q10)
..... | _ | _ |



Guide de remplissage du questionnaire Evrest

Année 2015

Ce guide s'adresse à tous les médecins du travail volontaires participant au dispositif Evrest, ainsi qu'à leurs équipes santé-travail.

Il est mis à jour régulièrement, en fonction des évolutions du questionnaire et des remarques apportées par les utilisateurs du dispositif.

Il est par ailleurs utile prendre connaissance de tout ce qui est présenté sur le site EVREST, et de consulter régulièrement les news :

<http://evrest.istnf.fr>

A qui est destiné le questionnaire Evrest ?

Le questionnaire Evrest est destiné au minimum à **tous les salariés nés en Octobre des années paires** (cohorte régionale et nationale), dans les situations suivantes :

- **vus lors d'un entretien périodique** ; un entretien réalisé dans le cadre d'une visite de reprise qualifiée également de visite périodique peut aussi être l'occasion de remplir un questionnaire Evrest, à partir du moment où l'arrêt de travail n'interfère pas sur la relation entre le travail et la santé ;
- **vus dans le cadre d'un entretien d'embauche, s'ils sont depuis au moins 2 mois dans l'entreprise.**

Les salariés seront inclus **quel que soit leur contrat de travail**. Ceci sous-entend que les intérimaires « réguliers » peuvent être inclus dans l'observatoire. Le terme de « réguliers » exclut les contrats récents et courts tels que « étudiants et emplois vacances ». Pour les salariés intérimaires « réguliers », la partie du questionnaire sur les conditions de travail portera sur les dernières missions effectuées en se reportant à une période de 2 mois de missions même si celles-ci n'ont pas été réalisées en continu.

De plus vous pouvez le faire passer à tous les salariés d'entreprises pour lesquelles vous souhaitez faire une étude particulière.

Qui remplit le questionnaire ?

Le questionnaire comprend 3 parties, qui seront remplies :

- *pour la partie administrative* : par la secrétaire du service de santé au travail,
- *pour la partie concernant les conditions de travail et le mode de vie* :
 - o soit directement par le salarié, en autoquestionnaire, avant la consultation. Dans ce cas le questionnaire sera revu par le médecin du travail ou l'infirmier(e), afin que ces derniers comprennent bien ce qui a motivé la ou les réponses du salarié,
 - o soit en collaboration avec le médecin du travail ou l'infirmier(e).
- *pour la partie concernant les données de santé* : par le médecin du travail ou par l'infirmier(e) en collaboration avec le salarié.

Il est aussi **très important**, afin de fournir des indicateurs de qualité, **que tous les items soient renseignés** (une non-réponse ne signifie pas qu'il n'y a pas de problème...), ce qui nécessite de toujours cocher 1 case.

Pour une partie de ces informations, et pour certains logiciels, il est possible de prévoir un pré-remplissage du questionnaire par fusion avec les informations déjà saisies dans vos bases de données (voir détails sur le site d'information Evrest).

Date du jour : __/__/__

Date du jour de la consultation

Nom du Médecin: -----

SST : -----



SAISIE

Case à cocher une fois le dossier saisi, afin d'éviter les oublis ou les doubles saisies

Nom JF : Ecrire le nom en majuscules bien lisibles. Il s'agit du *nom de jeune fille* pour les femmes.

Prénom : Ecrire le prénom en majuscules bien lisibles.

Sexe : Noter M pour les hommes et F pour les femmes

Date de naissance : Mettre en chiffres le jour (JJ), le mois (MM) et l'année (AAAA).
Ex : 03 10 1976 pour 3 octobre 1976.

Département naissance : Mettre le code chiffré du département.

Codes particuliers : 97 pour les salariés nés dans les DOM (Guadeloupe, Guyane, Martinique et La Réunion), 98 pour les salariés nés dans les TOM et 99 pour les salariés nés à l'étranger.

La qualité du remplissage de ces informations est essentielle car ce sont elles qui vont permettre de générer le numéro d'anonymat du salarié dans la base Evrest, numéro qui permet de le retrouver au fil du temps (même s'il change d'entreprise). En effet, une procédure (dite de hachage) permet d'attribuer à chaque salarié un numéro d'anonymat à partir de la saisie des 4 premières lettres du nom, des 4 premières lettres du prénom, du département de naissance, du sexe et de la date de naissance. Parmi ces informations saisies, seuls le sexe et la date de naissance sont enregistrées dans la base, les autres ne servant qu'à la procédure de hachage. Pour un sujet donné, le hachage aboutit toujours au même numéro ce qui permet de le suivre de façon anonyme pour chacun de ses enregistrements, à partir de caractéristiques stables dans le temps (ce qui explique pourquoi il faut indiquer le nom de jeune fille pour les femmes) et indépendantes de l'entreprise dans laquelle il travaille. Par contre, il est impossible de revenir sur l'identité de quelqu'un à partir de son numéro de hachage.

Salarié : C'est généralement le numéro d'anonymat que votre logiciel a donné au salarié dans votre service. Ce code peut être composé de 1 à 10 caractères, chiffres et/ou lettres. Il est notamment utile dans 2 cas :

- 1) au cas où le salarié interrogé souhaiterait revenir sur certaines des informations qu'il a données, comme le lui permet la loi Informatique et Libertés. Seul le numéro de salarié permettra de faire le lien avec vos propres dossiers.
- 2) si vous souhaitez fusionner les données Evrest avec des données recueillies par ailleurs sur les mêmes salariés (ce numéro servira alors d'identifiant de fusion).

Contrat : il est important de noter le type de contrat afin de pouvoir distinguer dans les analyses les contrats précaires des autres.

- *CDI ou assimilés* : comprennent les CDI, les fonctionnaires titulaires ;
- *autres* (tous les contrats dits « précaires ») : apprenti, intérimaire, CDD, contrat saisonnier, vacataire, pigiste, ...

PCS-ESE : C'est un code métier constitué de 3 chiffres et d'une lettre, dont il faut au minimum renseigner les 2 premiers chiffres. C'est un code normalement connu des entreprises car elles s'en servent pour remplir certains documents administratifs tels que la DADS.

Il est **indispensable de le renseigner** car lui seul permet de faire des études par métiers.

Vous pouvez vous aider de :

- la liste des codes PCS-ESE disponible sur le site internet Evrest,
- le site Internet CAPS : <https://ssl3.isped.u-bordeaux2.fr/CAPS-FR/Rechercher.aspx>

NB : attention, CAPS donne la codification PCS 2003, qui peut légèrement différer de la codification PCS-ESE 2003, cette dernière ne concernant que les emplois salariés

Pour les intérimaires, le « code entreprise » peut être, selon le choix du médecin, soit celui de l'entreprise utilisatrice, soit celui de l'entreprise d'intérim.

Code NAF : Le code « NAF 2008 » (rév.2) est constitué de 4 chiffres et d'une lettre.

Il est fourni par les entreprises lors de l'adhésion au service de santé travail. Il apparaît sur la fiche administrative de vos entreprises, dans les logiciels informatiques. Toutefois, ce code n'a pas toujours été mis à jour, bien que toutes les entreprises aient désormais connaissance de leur code 2008. Si le code NAF de l'entreprise est toujours un code 2003, se rapprocher de l'entreprise, ou consulter le site CAPS, comme pour la recherche des codes PCS-ESE (suivre alors la procédure indiquée ci-dessus, en choisissant « NAF2008 » au moment du choix des nomenclatures).

Lors de la saisie, il vous faudra renseigner au minimum les 2 premiers chiffres. Il est **indispensable de renseigner ce code** car lui seul permet de faire des études par branches professionnelles.

Pour les intérimaires, le code NAF à saisir est celui de l'entreprise de travail temporaire : code 7820Z (Activités des agences de travail temporaire).

Nombre de salariés : Noter l'effectif déclaré par l'employeur sur la fiche administrative de l'adhérent enregistré dans votre logiciel de santé travail (en cas d'incertitude, vous pouvez arrondir à la dizaine ou à la centaine la plus proche).

Etablissement de type : Privé (entreprise privée, association, ou particulier) ou public (entreprise publique – c'est à dire Epic, Epst, Epa, ..., et fonction publique d'état, territoriale ou hospitalière).

Atelier (facultatif) : C'est une variable facultative, qui ne sert que si vous décidez de faire Evrest dans une de vos entreprises. Ce code peut contenir jusqu'à 14 caractères, chiffres et/ou lettres. Attention, **c'est vous qui décidez** des codes que vous attribuez à chaque entreprise, et vous êtes seul à connaître ces codes. Notez donc cette information et conservez-la précieusement !

Champ libre (facultatif) : Il s'agit d'une zone (apparue en 2011) où vous pouvez saisir une information complémentaire relative à une catégorisation particulière au sein de l'entreprise, en complément du code Atelier. Là encore, **c'est vous qui décidez** des codes que vous attribuez et de leur signification, et vous êtes là encore seul à connaître ces codes.

Les questions suivantes nécessitent que vous cochiez une case ou entouriez une réponse.

Il est toujours intéressant de discuter avec le salarié pour comprendre les raisons qui le poussent à donner telle ou telle réponse. L'entretien à l'occasion du questionnaire offre en effet des espaces de découverte et de discussion sur le travail. Une réponse qui surprend, par exemple un "oui" à "traiter trop vite une opération qui demanderait plus de soin", pousse le médecin, qui ne comprend pas pourquoi le salarié fait cette réponse, à demander « pourquoi donc ? Je ne pensais pas cela possible ? ». Et la personne peut alors expliquer très précisément les raisons de ce qui l'entrave et les situations auxquelles il fait référence. Le médecin découvre alors quelque chose qu'il ne savait pas, peut l'écrire dans son dossier médical, ce qui participe à l'enrichissement du suivi individualisé, permet de repérer des processus qu'il n'aurait pas vus autrement, et peut-être d'accéder à une meilleure compréhension d'enjeux de santé au travail dans cette entreprise. C'est une réelle possibilité d'ouverture pour aller au-delà de la brièveté de ce questionnaire.

Si vous faites remplir les parties administratives et celles portant sur le descriptif du travail et des nuisances avant la consultation, n'hésitez pas à les reprendre au cours de l'entretien, cela ouvrira un autre angle d'approche clinique.

1. Depuis 1 an, avez-vous changé de travail ? Le changement de travail peut correspondre à un changement d'entreprise mais aussi à un changement de poste ou de fonction dans une même entreprise. Tout changement majeur dans un poste peut être considéré comme un changement de travail.

Si oui, était-ce pour raison médicale ? Un problème de santé ou une exposition contraignante pour la santé.

2. Travaillez-vous à temps plein ? 35 heures ou temps défini par le contrat de travail comme étant un temps plein.

3. Habituellement, travaillez-vous en journée normale : la notion de journée normale est laissée à l'appréciation du salarié. S'il souhaite une précision, c'est entre 6h et 20h.

Cette question est précisée par les suivantes pour lesquelles il faut insister sur le terme *régulièrement* (dans le sens « *habituellement* », ou « *de façon non exceptionnelle* »).

Avez-vous régulièrement :

- Des coupures de plus de 2 heures
- Des horaires décalés (tôt le matin, tard le soir)
- Des horaires irréguliers ou alternés
- Du travail de nuit (entre 0h et 5h) : donc quand il y a une période travaillée, pour tout ou partie, entre 0h et 5h

Faites-vous régulièrement des déplacements professionnels de plus de 24h ? Il s'agit de repérer les salariés qui, souvent, ne rentrent pas chez eux le soir du fait du travail (ex = conducteur PL international, cadre en mission à l'étranger, ...).

4. Contrainte de temps :

a) **En raison de la charge de travail, vous arrive-t-il de :** Attention à bien renseigner chacun des 3 items suivants :

- Dépasser vos horaires normaux
- Sauter ou écourter un repas, ne pas prendre de pause
- Traiter trop vite une opération qui demanderait davantage de soin

b) **Pouvez-vous coter les difficultés liées à la pression temporelle** (devoir se dépêcher, faire tout très vite, ...). La pression temporelle est un des aspects de l'intensification du travail. On interroge le salarié sur les difficultés qu'il rencontre dans son travail, en lien avec cette pression temporelle. Entourez un chiffre entier.



c) **Devez-vous fréquemment abandonner une tâche que vous êtes en train de faire pour une autre non prévue ?** Si la réponse est « non » à cette question passez à la question 5. Si la réponse est « oui », renseignez bien chacun des 2 items suivants (remarque : il est possible de répondre « oui » à chacun des deux)

- Si oui, diriez-vous que cette interruption d'activité :**
- perturbe votre travail
 - est un aspect positif de votre travail

5. Appréciations sur le travail : diriez-vous que votre travail présente les caractéristiques suivantes ?

Vérifiez bien qu'il y a une croix (et une seule) pour chacune des 8 sous-questions de la question 5, et que cette croix ne se situe pas entre 2 réponses :

- Il vous permet d'apprendre des choses
- Il est varié
- Vous pouvez choisir vous-même la façon de procéder
- Vous avez des possibilités suffisantes d'entraide, de coopération
- Vous avez les moyens de faire un travail de bonne qualité : Les moyens sont entendus ici au sens large (moyens techniques, humains, formation, ...). La question étant large, il est utile de rechercher, lors de l'entretien avec le salarié, ce qui selon lui est un frein à la réalisation d'un travail de qualité.
- Vous avez le sentiment que dans l'ensemble, votre travail est reconnu par votre entourage professionnel : La définition d'entourage professionnel est laissée à l'appréciation du salarié. Il peut s'agir des collègues, mais aussi des supérieurs hiérarchiques directs ou plus éloignés en fonction de l'importance que cela représente pour le salarié. La discussion avec le salarié vous permet de mieux apprécier sa réponse.
- Vous devez faire des choses que vous désapprouvez : là encore il est indispensable de demander au salarié qui aura répondu plutôt oui ou oui tout à fait de préciser sa réponse en expliquant par exemple des situations qu'il a vécues et qui sont associées pour lui à cette perception.
- Vous travaillez avec la peur de perdre votre emploi : Cette question ne vise pas tant à recueillir la réalité d'une menace sur l'emploi que le fait que cette insécurité est vécue difficilement par le salarié dans son travail (un salarié intérimaire peut ne pas voir le sentiment de « travailler avec la peur de perdre son emploi »).

Ces 2 dernières questions ont été rajoutées au questionnaire en 2011, suite aux recommandations du Collège d'expertise sur le suivi statistique des risques psychosociaux au travail (voir : <http://www.college-risquespsychosociauxtravail.fr>), afin d'explorer 2 axes qui n'étaient pas abordés jusqu'alors dans Evrest, les conflits de valeurs et l'appréciation subjective de l'insécurité dans le travail. Ces 2 questions sont issues du questionnaire de l'enquête SIP 2007 (Santé et Itinéraire Professionnel ; DARES, DREES). Ce sont des questions très « dures », mais l'expérience

menée par quelques-uns montre que l'information apportée par ces interrogations est très pertinente, à condition de bien recueillir, lors de l'entretien, les raisons pour laquelle le salarié a coché telle case plutôt que telle autre¹⁹.

6. Charge physique du poste de travail : votre poste de travail présente-t-il les caractéristiques suivantes ?

	Non jamais ₀	Oui parfois ₁	Oui souvent ₂	Si oui, est-ce difficile ou pénible ?
Postures contraignantes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Si OUI → Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>
Effort, Port de charges lourdes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Si OUI → Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>
Gestes répétitifs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Si OUI → Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>
Importants déplacements à pied	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Si OUI → Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>
Station debout prolongée	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Si OUI → Oui ₁ <input type="checkbox"/> Non ₀ <input type="checkbox"/>

Si vous êtes surpris par la réponse (ou que vous pensez même être en désaccord avec la réponse donnée par le salarié) car vous avez une autre représentation de son activité, il est intéressant de demander « pourquoi estimez-vous que vous portez beaucoup de charges et que vous faites beaucoup d'efforts ? Dans quelles circonstances ? » (ou que vous avez des postures contraignantes, ou ...). Il peut alors arriver que le salarié décrive assez minutieusement ce qu'il fait et ressent. On découvre ainsi parfois des choses qu'on n'imaginait pas ou qui parfois allaient tellement de soi pour le salarié qu'il n'en parlait pas ; ou on découvre des choses qu'il fait sans que cela lui soit prescrit (pour aller plus vite par exemple, etc...). Cette explicitation enrichit l'entretien et la compréhension des liens entre santé et travail.

Les **postures contraignantes** sont les postures statiques (en dehors de la station debout prolongée qui est un item propre) et/ou les postures difficiles, telles que bras en l'air, accroupies, courbées....

Les **efforts et port de charges lourdes**, sont ceux perçus par le salarié, et non une mesure « objective » de l'effort ou du poids de la charge.

La notion de **gestes répétitifs** est laissée à l'appréciation du salarié, en prenant soin de lui expliquer la différence entre les « tâches répétitives » et les « gestes répétitifs ».

Les **importants déplacements à pied** concernent le parcours de longues distances entre les différents lieux de réalisation du travail.

La **station debout prolongée** comprend aussi le piétinement.

Lorsqu'une réponse est positive « *oui parfois* » ou « *oui souvent* », ne pas omettre de demander si « *c'est difficile ou pénible* ». Les notions de « difficile » et « pénible » étant mises au même niveau, on ne demande pas de choisir entre l'une ou l'autre.

¹⁹ voir la [publication Evrest Résultats N°7](http://evrest.alamarge.org/front/Pages/article.php?cat=4&item=4&page=30&art=149) portant sur l'exploitation des réponses données à cette question :

7. Etes-vous exposé à : Si c'est le médecin ou l'infirmière qui remplit cette partie, il faut cependant noter l'appréciation du salarié, après explication de la nuisance, si nécessaire. Si le salarié a déjà répondu, le médecin ou l'infirmière peuvent demander des précisions en expliquant ce qu'on entend par telle ou telle nuisance. Après discussion, on peut donc être amené à apporter une modification **en accord avec le salarié**.

Oui ₁ Non ₀		Oui ₁ Non ₀		Oui ₁ Non ₀	
Produits chimiques <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Gêne sonore <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Chaleur intense <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Poussières, fumées <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Bruit > 80db <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Froid intense <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Rx ionisants <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Contrainte visuelle <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Intempéries <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Vibrations <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Conduite routière prolongée <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Pression psychologique <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
			 <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

« **Chaleur intense** » et « **Froid intense** » sont des expositions liées au process (exemples, travail dans une chaufferie ou en entrepôt frigorifique) et non aux conditions extérieures, représentées par l'item « **Intempéries** ».

Exposition au risque infectieux. Trois situations :

- Soit le salarié est **délibérément** exposé à des agents biologiques *pathogènes*. Il s'agit d'emplois dans lesquels les agents biologiques constituent l'objet du travail, par exemple : laboratoire de recherche ou de développement utilisant des micro-organismes, industrie biotechnologique (production), activité en milieu ouvert (technique de dépollution...).

→ on cochera « **oui** » pour « **Exposition à un risque infectieux** »

- Soit le salarié est **potentiellement** exposé à des agents biologiques *pathogènes* à un niveau de risque supérieur au risque communautaire. Il peut s'agir par exemple du travail en milieu de soins, en secteur social ou au contact d'un réservoir humain, du travail en milieu de soins et de diagnostics (y compris hospitalisation à domicile), du travail en milieu médico-social, des services funéraires, du travail dans le secteur professionnel de l'élimination des déchets d'activités de soins, du travail en contact d'un réservoir animal ou du travail en secteur professionnel de l'assainissement et de la maintenance.....

→ on cochera aussi « **oui** » pour « **Exposition à un risque infectieux** »

- Soit le salarié est exposé à un risque infectieux pratiquement égal au risque communautaire du fait d'un contact avec du public (accueil, travail de guichet.....)

→ on cochera « **non** » pour « **Exposition à un risque infectieux** »

(et « oui » pour « **Contacts avec le public** »)

Exposition à la pression psychologique : là encore, c'est l'impression du salarié qui importe. Cette pression psychologique peut être liée :

- **aux relations interpersonnelles** : elle peut être directe (omniprésence d'un responsable...) ou indirecte (pression liée aux mails permanents, au système de contrôle, aux ordres contradictoires.....).
- **à tout ce qui dans le travail, peut générer une pression psychologique** : comme par exemple travailler avec des personnes en difficultés, être confronté à la maladie, à la mort, ...

NB : Il faut bien *différencier la pression psychologique de la pression temporelle* (renseignée en 4b), qui sont deux notions différentes. Un salarié peut cumuler (ou non) pression psychologique et pression temporelle (devoir se dépêcher, être interrompu, faire plusieurs choses à la fois).

Il existe un **champ libre** en bas et à droite du tableau. Vous pouvez donc rajouter une exposition qui vous paraît pertinente, avant de photocopier vos exemplaires de questionnaire.

PARTIE « FORMATION »

1. Depuis 1 an, avez-vous eu une formation ?

Si la réponse est oui, ne pas oublier de répondre aux 3 items suivants :

Si oui, était-ce : en rapport avec votre travail actuel
 en rapport avec un futur poste
 une formation d'intérêt général

2. Depuis 1 an, avez-vous eu un rôle de formateur, de tuteur ?

La notion de formateur ou de tuteur signifie avoir accompagné quelqu'un pour lui transmettre sa pratique et l'aider à acquérir un savoir-faire²⁰.

PARTIE « MODE DE VIE »

1. Faites-vous de façon régulière (au moins 1 fois/semaine) une activité physique ou sportive ?

2. Consommation usuelle :

Tabac (nb cig/j)
Café (nb tasses/j)

3. Avez-vous des trajets domicile/travail longs ou pénibles ?

Trajet comportant beaucoup de kilomètres ou d'une durée importante (par exemple du fait de nombreux embouteillages).

²⁰ voir la [publication Evrest Résultats N°5](http://evrest.alamarge.org/front/Pages/article.php?cat=4&item=4&page=30&art=65) portant sur l'exploitation des réponses données à cette question : <http://evrest.alamarge.org/front/Pages/article.php?cat=4&item=4&page=30&art=65>

Cette partie est remplie par le médecin ou l'infirmier(e) (sur délégation du médecin, et après une formation ad hoc), en collaboration avec le salarié. L'important est de synthétiser les symptômes, signes et troubles, de façon à répertorier les principales pathologies ou les principaux signes infra pathologiques par type d'appareil.

Le questionnaire demande que soit désormais renseignée *la qualité de celui qui fait passer cette interrogation sur la santé* (médecin ou infirmier(e)). Cocher la case correspondante.

Les informations attendues portent sur ***l'état de santé actuel du salarié***, c'est à dire **la santé des 7 derniers jours**. Il faut systématiquement balayer chaque colonne car certaines pathologies peuvent être traitées sans qu'il n'y ait de plaintes ou signes (ex : HTA).

Les **plaintes ou signes cliniques dans les 7 derniers jours** : le salarié exprime à l'interrogatoire l'existence de signes fonctionnels (ex : douleur) dans les 7 derniers jours, et/ou l'examen met en évidence des signes sans qu'il y ait forcément plainte (ex : dermatose).

La notion de **gêne dans le travail** sera abordée pour chaque plainte ou signe clinique repéré : le salarié se sent-il gêné ou non dans son travail du fait de ses douleurs (par exemple) ?

La colonne **Traitement ou autre soin** (en cours) concerne tous les médicaments prescrits par les thérapeutes, mais aussi l'automédication et les traitements issus des médecines « douces » (homéopathie par exemple, vitamines, magnésium, ...). Sont également prises en compte toutes les autres approches thérapeutiques (telles que kinésithérapie, acupuncture, ostéopathie, psychothérapie...).

La colonne libre (4ème colonne) : Cette colonne est « libre », ce qui vous permet d'y recueillir l'information de votre choix. Cela peut être : la pathologie diagnostiquée si vous teniez à cette information ; un autre délai d'interrogation pour les plaintes et signes cliniques, si par exemple vous souhaitez une interrogation qui remonte dans le temps, telle que « plaintes dans les 12 derniers mois » ; la notion d'arrêt de travail ; ... Attention cependant, **c'est vous qui décidez** des codes que vous attribuez dans cette colonne (1 ou 2 chiffres), et vous êtes seul à connaître la signification de ces codes.

PARTIE FACULTATIVE (libre)

Depuis 2011, le questionnaire Evrest vous permet de rajouter quelques informations qui vous semblent **utiles dans le cadre de l'utilisation d'Evrest dans une entreprise ou un secteur d'activité**. Il est désormais possible de recueillir et de saisir 10 informations complémentaires (à la suite du questionnaire Evrest).

Ces informations seront impérativement recueillies séparément, sur une autre feuille (3^{ème} page du questionnaire), APRES avoir renseigné le questionnaire Evrest dans son intégralité. En effet, poser une de ces 10 questions facultatives au début ou au milieu du questionnaire serait susceptible d'influencer les réponses du salarié aux items du questionnaire Evrest.

En pratique :

- Inscrire vos questions rédigées dans les emplacements Q1 à Q10, avant de photocopier le questionnaire ;
- Prévoir dès le départ les modalités de réponse attendues et leur codage (et le noter soigneusement). Vous pouvez coder des informations en chiffres (2 chiffres maximum). Personne ne pourra vous dire à quoi correspondront les données saisies dans cette partie du questionnaire.

En cas de problème, n'hésitez pas à contacter votre médecin référent régional

(voir site d'information <http://evrest.istnf.fr/>)

ATTENTION, ZONES « LIBRES » !

Les champs libres du questionnaire Evrest sont des zones dont l'existence est prévue sur le questionnaire et ouvre l'accès à une zone de saisie dans la base de données. La saisie n'impose que la longueur et la nature (numérique ou alphanumérique) de chacune des zones. Seuls ceux qui décident d'utiliser ces zones peuvent savoir à quoi correspond ce qui a été saisi.

Quelles sont les zones libres du questionnaire Evrest ?

- Dans la partie administrative :
 - o la zone « atelier » : peut contenir jusqu'à 20 caractères, chiffres ou lettres (soit plus que ce qui apparaît sur le questionnaire papier)
 - o un nouveau « champ libre » qui, lui aussi, peut contenir jusqu'à 20 caractères, chiffres ou lettres.
- Dans la partie « Conditions de travail », « êtes-vous exposé à... » :
 - o un quinzième item peut être utilisé à votre convenance pour repérer une exposition non incluse dans le questionnaire commun. Comme les autres questions de cette zone, la réponse doit être en « oui/non »
- Dans la partie « Etat de santé », une colonne libre a été introduite. Il s'agit d'un ensemble de variables numériques (une variable pour chaque ligne), sur deux caractères.
- En fin de questionnaire, vous avez la possibilité de coder sous forme alpha-numérique (sur deux positions) les réponses à 10 questions que vous souhaiteriez étudier, à votre initiative (ou de façon coordonnée avec d'autres).

Quelles sont les précautions à prendre ?

Ces zones libres sont destinées à votre usage. L'introduction de ces zones dans le questionnaire vous donne la possibilité de les saisir dans la base Evrest. Par contre, vous êtes seul à savoir à quoi correspond ce qui a été saisi, et donc seul à pouvoir les exploiter.

Pour chacune des zones concernées (service/atelier, champ libre du début, case « exposition », 4^{ème} colonne « santé », questions complémentaires...), les informations optionnelles saisies apparaissent dans les descriptifs générés automatiquement en pdf sous la forme d'un simple comptage du nombre de réponses à chacune des modalités de réponses rencontrées, classées par ordre de fréquence décroissante (10 modalités au maximum). Mais vous seul pouvez savoir ce que recouvrent ces modalités, ayant la connaissance précise de ce qui a été codé, sous quelle forme, et dans quels cas.

Quelques précautions à prendre dans l'usage de ces zones :

- Bien réfléchir avant de les utiliser : il ne sert à rien de les utiliser si on ne se souvient plus ensuite de ce qu'on a codé ou si on n'a ni le temps ni les moyens de les exploiter.
- Cela suppose de noter très précisément ce que vous avez codé dans chacune des zones libres que vous avez utilisées, et la façon dont vous l'avez codé :

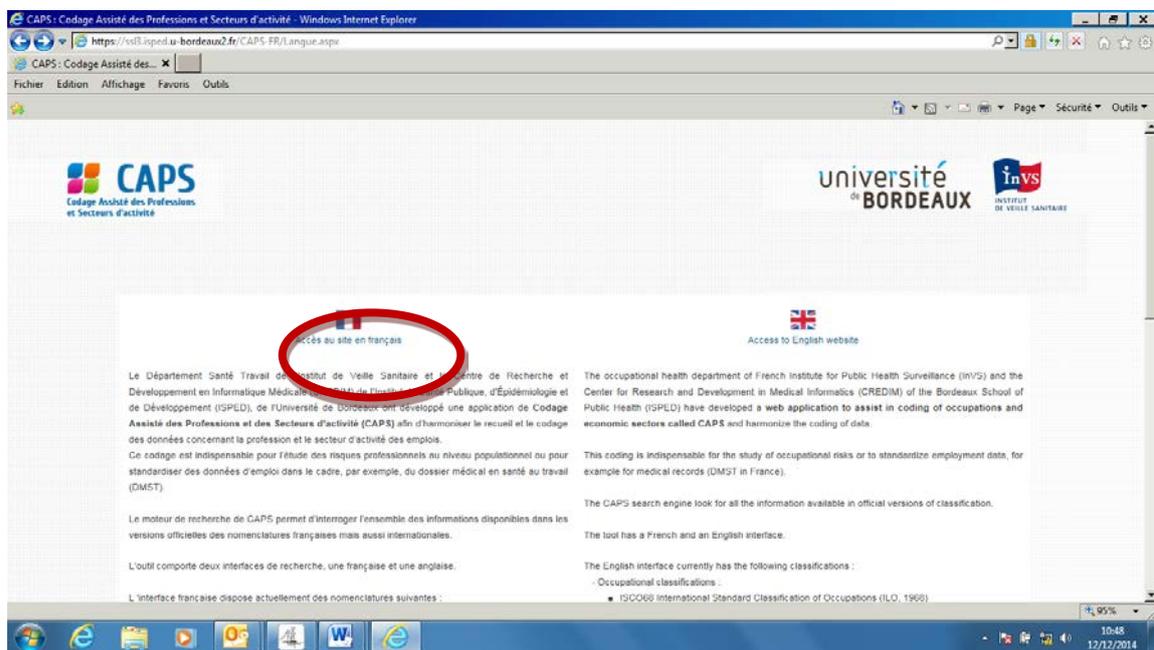
Annexe : codage des codes PCS-ESE

Le site Internet CAPS : <https://ssl3.isped.u-bordeaux2.fr/CAPS-FR/Rechercher.aspx> peut être utilisé pour une aide au codage des codes PCS-ESE.

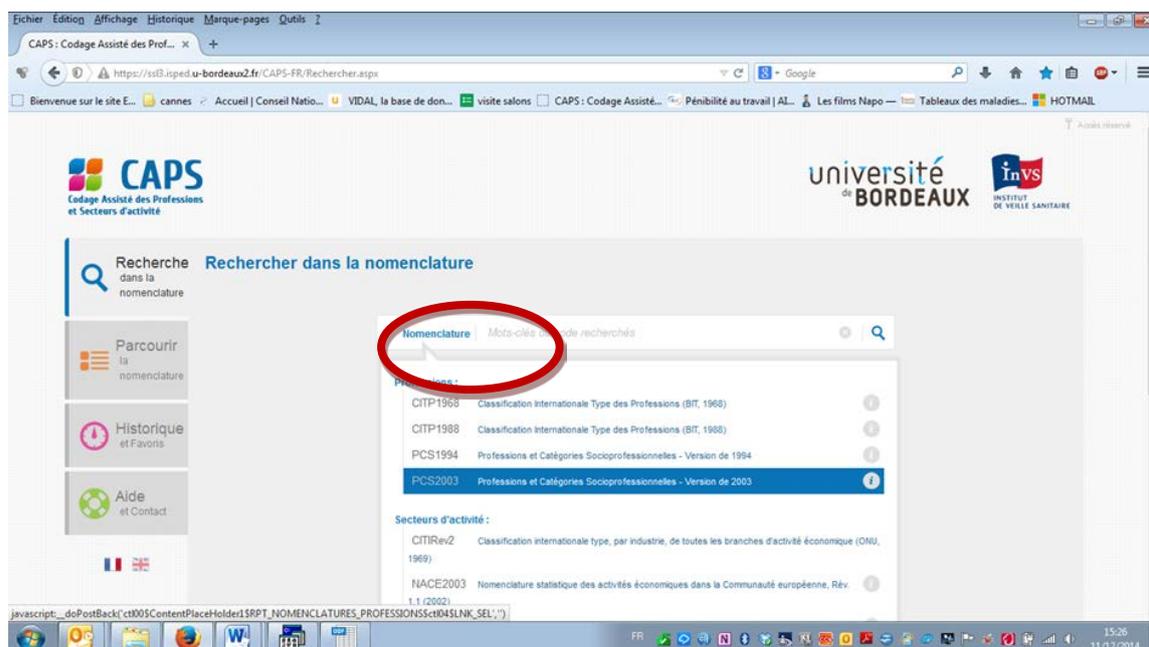
NB : attention, CAPS donne la codification PCS2003, qui peut légèrement différer de la codification PCS-ESE 2003, cette dernière ne concernant que les emplois salariés :

- les codages pour les artisans salariés et les chefs d'entreprises salariés sont très restreints dans la PCS-ESE 2003,
- pour les cadres, professions intermédiaires, employés et ouvriers, si différence il y a, elle se situera uniquement au niveau de la lettre (dernière précision donnée par le code).

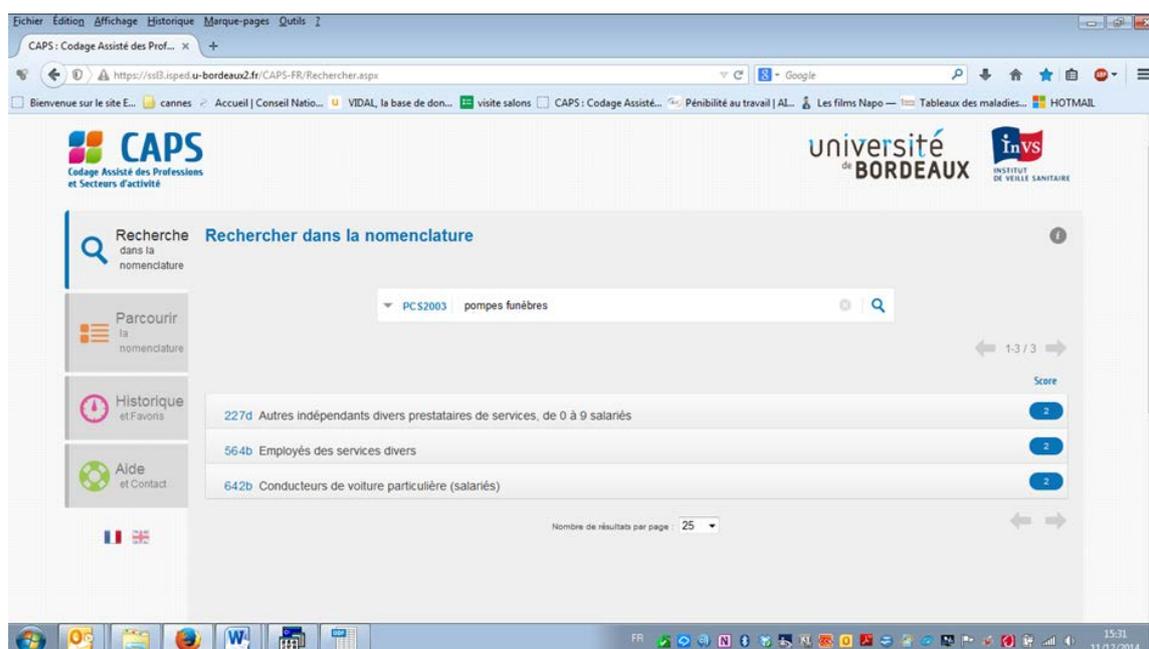
... Choisir la langue française



... Ouvrir le choix des nomenclatures par la flèche comme ci-dessous et choisir PCS 2003

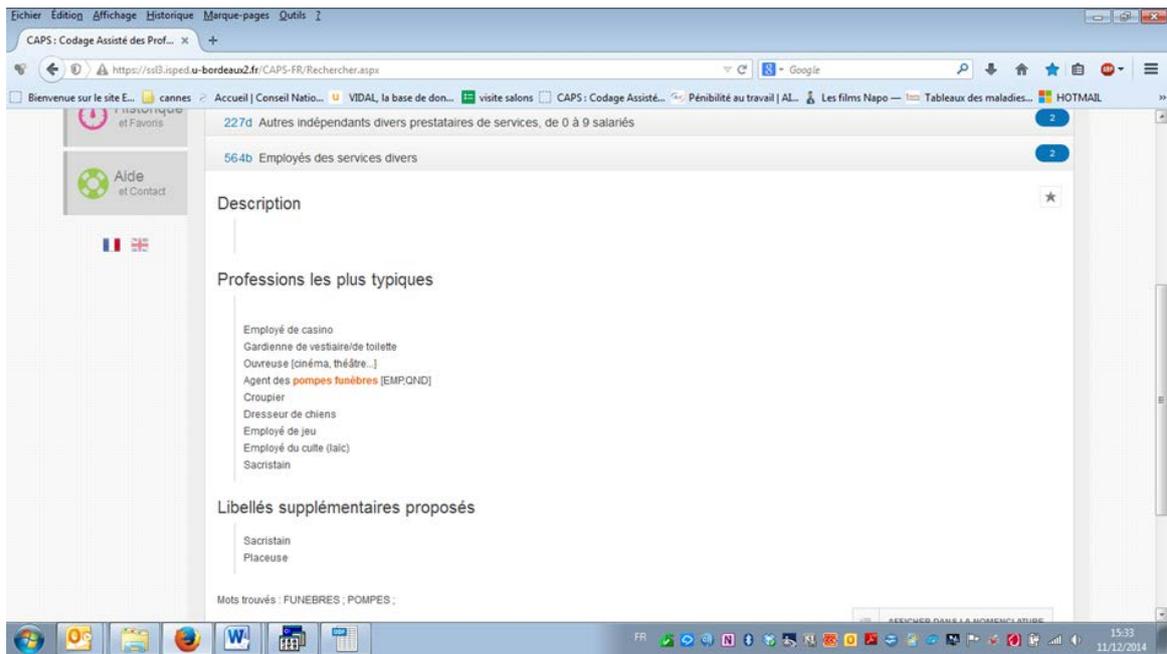


... Mettre les métiers au masculin ou utiliser un mot-clé et lancer la recherche :



Le moteur de recherche permet également de saisir tout ou partie d'un mot. Par exemple, la recherche sur les termes « boul » permettra de faire une recherche de toutes les expressions commençant par « boul ».*

...En cliquant sur les propositions un descriptif plus détaillé s'ouvre, il ne reste plus qu'à faire son choix et noter le code retenu.





GIS Evrest, Groupement d'Intérêt Scientifique, créé le 01 Janvier 2009